

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

L'Union européenne dans la crise existentielle

par Bruno Bandulet*



Bruno Bandulet
(photo mad)

Dire que l'Union européenne se trouve dans une crise existentielle n'est pas une affirmation originale. La crise est évidente – désormais, depuis le référendum du Brexit du 23 juin. Jusqu'à ce moment, il était impensable que la seconde économie européenne puisse donner son congé. Ce référendum fut un affront colossal envers les élites.

J'affirme que cette crise était prévisible depuis longtemps, qu'elle prend ses racines dans une mauvaise décision de 1991 et qu'il était visible, depuis 2008 au moins, du fourvoiement de l'intégration européenne dans une impasse.

Jusqu'en 1990, c'était une expérience économique réussie

Jusqu'à la réunification de l'Allemagne en 1990, l'Union douanière, la Communauté économique et le marché intérieur formaient le noyau de la coopération européenne. Jusqu'à ce moment là, l'intégration européenne était une expérience économique réussie. Lorsqu'il devint clair que l'Union soviétique et les Etats-Unis approuveraient la réunification de l'Allemagne, il y eut un sursaut à Londres, Paris et Rome. Le potentiel allemand devait être encadré et mis sous contrôle – et ce fut exactement dans cet objectif, représentant notamment l'intérêt de la France, que le *Traité de Maastricht* fut négocié avec la création d'une union monétaire entraînant par conséquent la dépossession de l'institution financière la plus importante d'Europe, la *Banque fédérale d'Allemagne*. J'étais alors persuadé que l'Union monétaire ne pouvait pas fonctionner, qu'elle allait diviser l'Europe plutôt que de l'unir. Il fallut attendre jusqu'en 2008 pour constater la vérité de cette analyse. Au travers du *Traité de Maastricht*, l'UE s'est surmenée pour la première fois. Elle a entre-temps dépassé son utilité optimale.

Centralisation dans le traité de Lisbonne

Par la suite, on tenta d'accélérer le rythme du projet avec l'idée d'une Constitution euro-

péenne. Les Français et les Néerlandais rejetèrent ce traité constitutionnel par référendum en 2005. Les élites auraient dû se rendre compte, au moins à ce moment-là, de l'opposition des populations européennes au fait de leur imposer *d'avantage* de centralisation et *moins* d'autodétermination. Les élites ne pensèrent pas à changer leurs positions mais préférèrent transformer le traité constitutionnel de manière malhonnête en un prétendument nouveau *Traité de Lisbonne*. En 2008, alors que celui-ci avait été rejeté lors d'un référendum par les Irlandais, ces derniers furent obligés de revoter l'année suivante – et cette fois «correctement» – afin que ce traité puisse finalement entrer en vigueur le 1^{er} décembre 2009. Depuis ce moment, il représente la base juridique sur laquelle repose l'UE et ses 28 Etats membres.

Dès lors, la question se pose de savoir quels sont les défauts de construction et les déficits se trouvant à la base de l'actuelle crise existentielle de l'Union. Et cela indépendamment de la situation avérée que l'Union européenne ne souffre pas seulement d'un déficit démocratique, mais aussi d'un mépris des principes démocratiques et de la séparation des pouvoirs, deux des grandes acquisitions de l'histoire européenne du droit.

Union d'Etats ou Etat fédéral

Premièrement, il faut rappeler la construction hybride de cette Union européenne. Théoriquement, une telle communauté peut fonctionner soit sous la forme d'une union d'Etats respectant la souveraineté des Etats membres, soit sous la forme d'un Etat fédéral créant une souveraineté européenne supra-étatique. Cette dernière idée ne convenait notamment pas aux Français. En réalité, tous les Européens – exceptés les Allemands – tiennent au principe de l'Etat-nation. Ils *pensent* et *sentent* de manière nationale. Selon les derniers sondages, il n'y a plus que 36% des Français voyant l'UE de manière positive et en Allemagne ce ne sont pas plus que 29%. Autrement dit, la résistance à la centralisation et à l'usurpation de pouvoir devient la nouvelle conscience

européenne. Cela est particulièrement prononcé dans les pays d'Europe centrale de l'est qui – après l'ancienne hégémonie soviétique – s'opposent à une nouvelle hégémonie de Bruxelles. L'idée des élites européennes était de garder sous contrôle les Hongrois, les Tchèques et les Polonais à l'aide d'énormes paiements nets. Il s'est avéré que s'ils acceptent l'argent avec plaisir, ils ne se laissent pas acheter pour autant.

La souveraineté des Etats membres s'évapore

La condition actuelle de l'UE se caractérise par l'évaporation massive de la souveraineté nationale des Etats membres sans qu'une souveraineté européenne soit survenue pour y compenser. Les peuples se battent contre ce qui est en principe un déterminisme marxiste exprimé dans le *Traité de Lisbonne*, ou plutôt, contre la formule de l'«Union toujours plus étroite».

Deuxièmement, il n'y a rien de plus dangereux pour les grands groupes politiques que la délégitimation. Selon *Gaetano Mosca*, juriste italien, toute «classe politique», dans notre cas l'élite de l'UE, nécessite d'une formule politique pour justifier les rapports de force en place. Lorsque la formule vieillit et qu'elle ne convainc plus, les rapports de forces commencent à vaciller. Durant longtemps, la formule prétendant que l'intégration européenne garantissait la paix était crédible et respectée. Même si, ce faisant, la cause et l'effet furent confondus. Car la CEE puis la CE ne garantissaient nullement la paix en Europe. C'était le contraire, elles ne furent possibles et n'eurent du succès que grâce à la paix régnant sur le continent.

L'UE instrumentalisée pour des raisons géopolitiques

Malgré tout, l'UE n'a pas pu éviter les guerres des Balkans, l'Allemagne devint une réelle plaque tournante logistique pour les guerres des Etats-Unis contre l'Irak et l'Afghanistan, l'UE finança, par l'intégration des pays de l'Est, l'expansion de l'OTAN jusqu'aux frontières de l'ancienne Union soviétique et

se laissa, en Ukraine, instrumentaliser pour les objectifs de la géopolitique américaine. Dans tous les cas, il est plus qu'étrange que 320 millions d'Américains doivent protéger plus de 500 millions d'Européens contre 140 millions de Russes. L'Europe ne peut ainsi se prémunir d'aucune fierté.

Après le Brexit, l'Euro-exit

Pour clore cette liste manifestement incomplète: troisièmement, avec l'euro, l'UE s'est attachée elle-même une charge explosive au corps. Les raisons de la chute de l'euro dans la misère actuelle est une question passionnante, que nous devons laisser de côté ici. Je constate seulement que la monnaie unique, dans la situation et le cadre réglementaire actuels n'a aucun avenir. Il est certain que suite au Brexit, il y aura bientôt un Euro-exit. Il faut se remémorer que l'économie italienne n'a connue aucune croissance depuis le début de l'union monétaire de 1999, donc depuis 17 ans. Il y a une explication très simple à cela: dans les 17 ans avant 1999, on a dévalué la lire de 61% ce qui permit à l'Italie de demeurer compétitive. Mais aussi dans son ensemble, l'euro a été une affaire bâclée. Depuis 1999, la croissance économique ne fut nulle part ailleurs dans le monde aussi faible que dans la zone euro. D'ailleurs, la part des exportations allemandes dans cet espace monétaire a baissé de 44% en 1999 à 35% actuellement.

Union des dettes?

Que va-t-il se passer? Soit l'union monétaire se dote d'une plateforme de financement des dettes rendues communes avec un système commun de sécurité des dépôts bancaires, soit les membres les plus faibles ne peuvent survivre, déclarent forfait et s'en vont, car la pression politique à l'intérieur du pays devient trop importante. Depuis l'éclatement de la crise de l'euro de 2010, l'Union monétaire est maintenue par les plans de sauvetage et par une politique douteuse de la part de la BCE. Cela n'est pas une solution à long terme, la BCE ayant uniquement acheté du temps. La décision relative à l'unification totale des dettes revient à l'Allemagne. Ceci signifierait une répartition actuellement inimaginable et un nivellement radical de la prospérité allemande et de la solvabilité financière dont jouit encore à ce jour la République fédérale. Je doute que le gouvernement *Merkel* ou son successeur pourront imposer cela.

L'UE va s'éroder

En ce qui concerne l'UE en entier, il est certain qu'elle survivra au Brexit. Les Britanniques vont garder l'accès au marché commun, car le reste de l'UE exporte davantage vers la Grande-Bretagne que l'inverse, et l'économie d'exportation allemande ne souhaite pas s'autodégrader. Par ailleurs, je pense, et cela va vous étonner, que Bruxelles sacrifiera le sacro-saint principe de libre circulation des personnes, car Londres insiste sur cette concession. Ainsi s'accroissent les possibilités pour la Suisse de négocier un accord similaire.

Ma conclusion est que l'UE ne disparaîtra pas totalement à moyenne échéance, mais qu'elle s'érodera. Il est facile de renverser un dictateur, mais une superbureaucratie dotée d'un corpus légal, entre temps étalé sur 95 000 pages, a une vie coriace. Le plus probable est une assez longue période de décrépitude. L'Union européenne a très certainement dépassé son zénith.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Rien que le droit des Suisses d'avoir le dernier mot lors de votations populaires rend l'adhésion à l'UE impossible»

«La Cour de justice déforme la loi au lieu de la protéger [...]. La survie de l'euro repose depuis 2010 sur de continuelles violations de la loi. La séparation des pouvoirs entre les domaines exécutif, législatif et judiciaire – l'un des plus grands acquis de la civilisation européenne – est éludée. L'UE, même avec la meilleure volonté, aurait des problèmes avec la démocratie, car celle-ci est d'autant plus difficile à réaliser que l'Etat ou l'entité de type étatique est grande. L'aversion non dissimulée des cercles dirigeants de l'UE envers la Suisse n'est pas une coïncidence: rien que le droit des Suisses, d'avoir le dernier mot lors de votations populaires (un attribut de la véritable démocratie), rend l'adhésion à l'Union européenne impossible. Car le centralisme européen ne pourrait fonctionner, si un seul membre avait le droit de rejeter les lois adoptées à Bruxelles.» (Bruno Bandulet. *Beuteland. Die systematische Plünderung Deutschlands seit 1945*, 2016, p. 206)



ISBN: 978-3-86445-307-6

* Bruno Bandulet est un journaliste allemand avec plusieurs décennies d'expériences politiques. Déjà en 1970, il a rédigé sa thèse de doctorat sur un sujet d'actualité politique: «La République fédérale d'Allemagne entre les Etats-Unis, l'Union soviétique et la France. Alternatives de la politique étrangère allemande de 1952 à 1963». Il a, entre autre, été chef de service responsable de la Ostpolitik de l'Allemagne au sein de la direction de la CSU bavaroise à Munich, chef d'édition auprès du quotidien allemand «Die Welt» et membre de la direction rédactionnelle du magazine «Quick». De 1979 à 2013, il a édité publication financière *Gold&Money Intelligence*, depuis 1995 la publication *Deutschland-brief* qui paraît depuis 2009 dans le magazine «eigentümlich frei». Bruno Bandulet a rédigé un grand nombre de livres sur des sujets historiques et politiques, entre autres: «Tatort Brüssel» [Lieu du crime: Bruxelles] (1999), dans lequel il a analysé un scandale de corruption au sein de la Commission européenne, très actuel en ce temps-là. Il y tire également un bilan mitigé des 40 ans de prétendue intégration européenne. Depuis, il a rédigé de nombreuses autres publications critiques face à l'UE et l'euro, notamment «Das geheime Wissen der Goldanleger» (2014, 4^e édition), «Die letzten Jahre des Euro» (2011, 3^e édition), «Vom Goldstandard zum Euro. Eine deutsche Geldgeschichte am Vorabend der dritten Währungsreform» (2014) et tout récemment «Beuteland. Die systematische Plünderung Deutschlands seit 1945» (2016).

Le texte ci-dessus correspond au contenu de l'intervention que Bruno Bandulet a présenté le 2 septembre 2016 au colloque du groupement européen «Mut zur Ethik».

L'UE, un atelier du futur?

Conséquences du Sommet de Bratislava – et ce qu'en pensent les Etats-Unis

par Karl Müller

Le 13 septembre 2016, Donald Tusk – président du Conseil européen – a reconnu à juste titre, dans une lettre adressée aux membres de ce même Conseil: «Ce serait une erreur fatale de penser que le résultat négatif du référendum en Grande-Bretagne est un phénomène spécifiquement britannique.» Bien au contraire, le vote britannique serait plutôt une tentative «de répondre aux questions que se posent tous les jours des millions de personnes en Europe, des questions touchant par exemple à la protection de leur patrimoine culturel et de leur mode de vie». Et «nombreux sont ceux qui – et pas uniquement au Royaume-Uni – pensent que l'appartenance à l'Union européenne est un obstacle à la stabilité et à la sécurité.»

Donald Tusk: déléguer de nouveaux pouvoirs à l'UE n'est pas une solution souhaitable

Et Donald Tusk d'ajouter: «La crise due à l'afflux des réfugiés a sans doute été décisive. Le chaos à nos frontières l'an dernier, les images montrant quotidiennement des centaines de milliers de personnes se déplaçant sur notre continent sans aucun contrôle, tout cela a provoqué un sentiment de menace chez beaucoup d'Européens. On a trop longtemps attendu avant de prendre des mesures pour maîtriser cette situation. [...] Au lieu de quoi on a trop souvent entendu le langage du «politiquement correct.»

Tusk est un Européen convaincu, mais il ne voit pas la solution dans une UE ayant davantage de pouvoirs: «Il ressort clairement de mes entretiens [avec les Etats membres] que déléguer de nouveaux pouvoirs aux institutions européennes n'est pas la solution souhaitable. L'électorat des Etats membres désire avoir plus d'influence sur les décisions de l'UE. Pour ce faire, il faudrait toutefois opérer un changement radical de mentalité dans l'attitude des gouvernements nationaux face à l'Union européenne.

Mais à Bratislava, les vieilles utopies ...

La lettre du président du Conseil devait préparer le Sommet du Conseil européen de Bratislava, qui a eu lieu le 16 septembre dans la capitale slovaque. La «Déclaration de Bratislava» adoptée par tous les membres, ne reflète cependant guère les préoccupations exprimées dans cette lettre. Le son des vieilles utopies – qui sonne très allemand – y est toujours dominant. Comme, par exemple, que l'UE «a garanti en Europe la paix et la démocratie et y a favorisé la prospérité», ou que l'UE, même après le Brexit, «reste, pour les autres pays membres, fondamentale». Ou bien que nous aurons toujours besoin de l'UE «pas seulement pour garantir la paix et la démocratie, mais aussi la sécurité de nos concitoyens».

Le rédacteur en chef du journal «Die Zeit» fait son autocritique

mk. Giovanni Lorenzo, rédacteur en chef de l'hebdomadaire allemand «Die Zeit» émet des critiques envers son journal et envers les médias en général: le climat d'unanimité favorable aux réfugiés aurait détérioré durablement l'image des médias. «Les gens nous en veulent.» Et il s'en prend aussi à lui-même: «Au début, nous avons fait un gros titre qui ne manifestait pas la réserve de rigueur dans ce cas. Le titre disait «Bienvenue!» et l'éditorial en a rajouté. Comme je l'écrivais alors: «Chaque réfugié est un enrichissement pour notre pays.» M. Lorenzo critique prudemment la perception que la presse a d'elle-même en tant qu'éducateur de la nation lorsqu'il ajoute: «Je crois que dans cette crise migratoire, au lieu de nous concentrer sur notre rôle d'observateurs, nous avons trop longtemps voulu être acteurs.» (www.meedia.de du 11/7/16)

Paternalisme éducatif

Par ses aveux, Lorenzo tente de regagner sa crédibilité perdue au sein de la population. Le fait que de nombreuses personnes se détournent des médias traditionnels est illustré – outre par la baisse des abonnés –



Salle du congrès annuel du parti conservateur réuni du 2 au 5 octobre 2016 à Birmingham. La grande majorité des délégués a fêté de manière enthousiaste la souveraineté retrouvée. Ce n'est pas si étonnant, car les funestes augures concernant un déclin rapide du pays ne se sont pas avérés corrects. Tout au contraire, l'économie britannique prospère. (photo Reuters)

Le manque d'engagement de ce texte est également surprenant. Dans sa déclaration, le Conseil européen s'est surtout préoccupé de trois points:

- 1° «Nous devons améliorer la communication ...»,
- 2° «Nous devrions [...] nous opposer avec la plus grande détermination aux solutions simplistes des forces extrémistes et populistes»,
- 3° «Nous avons convenu [...] de présenter à nos concitoyens dans les prochains mois une vision plus attirante de l'UE.»

L'UE, un atelier du futur

La chancelière allemande Angela Merkel a exprimé, lors de la conférence de presse tenue avec le président français (tous deux fervents adeptes de l'UE) son désir «que l'Europe soit à nouveau un atelier du futur».

Pour mémoire: les «ateliers du futur» sont des instruments utilisés pour la conduite du changement politique («change management»), conçus pour imposer d'en haut des changements radicaux au moyen de toutes sortes de méthodes de manipulation des masses. Les participants sont par la suite persuadés de leur implication et de leur initiative dans la prise de décisions (alors qu'elles ont été planifiées longtemps à l'avance par des instances supérieures).

La «Déclaration de Bratislava» donne une explication «psychologique» concernant les réactions face à la migration, depuis l'été 2015, de centaines de milliers de personnes et parle d'un «sentiment de manque de contrôle» et de «peur(s) en liaison avec

par une recherche scientifique de l'Institut de journalisme économique de l'Université de Wurtzbourg, conduite par Kim Otto et Andreas Köhler. Selon cette étude, il n'y a plus que 51% des citoyens allemands qui font encore confiance à la presse, soit 4% de moins que l'année précédente. Dans le groupe d'âge des 25 à 34 ans, 62,4% se méfient des médias, que ce soit la presse, la radio ou la télévision. Selon Otto et Köhler, la première grande perte de confiance a eu lieu lors de la crise ukrainienne. Pour beaucoup de gens, les informations qui concernent la crise migratoire sont considérées comme du «paternalisme éducatif».

Liberté de la presse – indispensable à la démocratie

Il fut un temps où l'Allemagne était à juste titre fière de sa presse indépendante et de sa liberté d'expression. En Allemagne, comme dans de nombreux autres Etats européens, la liberté de la presse, la liberté d'expression et d'opinion sont des éléments indispensables à la démocratie. C'est pourquoi le désamour des citoyens envers les médias traditionnels est un mauvais présage à prendre très sérieusement. •

la migration» – mais ne mentionne absolument pas les carences de la politique. Le Conseil européen réagit donc à ces supposés «problèmes psychologiques» non pas avec des arguments différenciés et objectifs, mais avec une fin de non-recevoir: «Il est totalement exclu que de tels flux migratoires incontrôlés se reproduisent; il faut une réduction massive du nombre de migrants irréguliers; il faut garantir un contrôle total des frontières extérieures et le retour aux frontières Schengen.» (Citations de l'auteur en italique).

Par contre, à la question de «comment y parvenir», il n'y a aucune réponse satisfaisante ...

La Russie dans le collimateur

Il faut y ajouter un deuxième point. Dans la déclaration, il est stipulé de façon tout à fait imprécise, au sujet de la question «Sécurité extérieure et défense» que l'UE vise à un «renforcement de la coopération à l'intérieur de l'UE dans le domaine de la sécurité extérieure et de la défense, au vu des défis engendrés par le contexte géopolitique.» Au nombre des mesures concrètes, l'encouragement à la «mise en œuvre immédiate de la déclaration commune entre l'OTAN et l'UE», ce qui est dirigé contre la Russie.

L'«esprit» de Bratislava ... ou son «fantôme»?

Après le sommet, la chancelière allemande en a appelé à l'«esprit de Bratislava». Son optimisme, ostensiblement affiché, concernant l'unité et l'avenir radieux de l'UE, n'est pas partagé par tous les chefs d'Etat et de gouvernement. Dans une interview accordée au «Corriere della Sera» au lendemain du sommet, le Premier ministre italien Mario Renzi a déclaré: «Je ne sais pas de quoi Mme Merkel parle lorsqu'elle évoque l'esprit de Bratislava». Le Sommet de Bratislava n'était rien de plus qu'une balade en bateau sur le Danube. Concernant l'avenir de l'UE, on n'a pas avancé d'un pas et il n'y a eu aucun accord substantiel concernant les politiques économique et migratoire. Si cela continue ainsi, il vaut mieux parler du «fantôme de l'Europe». Pourtant, le Premier ministre italien est lui aussi un chaud partisan de l'UE. Les chefs de gouvernement des quatre Etats de Visegrad, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie ont également pris position. Au cours des derniers mois déjà, ils ont affiché une autre politique migratoire que celle de la chancelière allemande et des institutions européennes. Bien qu'ayant donné un accord de principe à celle de Bratislava, ils ont présenté leur propre déclaration sur l'avenir de l'UE.

La position du groupe de Visegrad

Ils y affirment que l'UE ne pourra être forte que dans la mesure où tous les Etats membres et leurs populations auront «un réel droit de parole dans les processus décisionnels». Pour ce faire «le rôle des Parlements nationaux doit être renforcé et les principes de subsidiarité

et de proportionnalité doivent être respectés». Le groupe de Visegrad s'oppose à toute nouvelle tentative d'intégration dans laquelle la totalité ne serait pas impliquée (comme c'est le cas avec l'euro). Toutes les négociations menées par l'UE doivent être accessibles à tous les Etats membres (ce qui n'a pas été le cas par le passé pour les nombreuses réunions réservées à une «sélection» de chefs de gouvernement).

L'UE doit en outre accepter la diversité des Etats membres. En revanche, les règles de l'UE doivent être appliquées de la même manière dans tous les pays – une allusion claire aux mesures à deux vitesses adoptées dans la politique des institutions de l'UE dans leurs relations avec les Etats membres. La diversité des Etats membres doit également être respectée à l'égard des questions migratoires. Les quatre chefs de gouvernement estiment qu'il faut traiter la migration «selon le principe de la «solidarité flexible»». C'est-à-dire que les Etats membres doivent pouvoir décider eux-mêmes de leur contribution à la résolution des problèmes migratoires et que «tout mécanisme de répartition [concernant les migrants] doit être volontaire». Parallèlement, ils exigent cependant à l'intérieur de l'UE le strict respect des règles du marché intérieur et donc la libre circulation illimitée des personnes.

Foreign Affairs: sans l'UE, les Etats-Unis vont mieux

Venant des Etats-Unis, des voix s'élèvent cependant pour proposer une toute autre Europe que celle de l'UE. Foreign Affairs, le magazine de l'influent Council on Foreign Relations, a publié dans son édition de septembre/octobre 2016 un long article intitulé: «Le retour des Etats-nations européens. Les avantages de la crise de l'UE.» Son auteur, Jakub Grygiel, est professeur à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies de l'Université John Hopkins. Il publie régulièrement dans des magazines néoconservateurs et il a été conseiller auprès de l'OCDE et de la Banque mondiale.

Cet article dans Foreign Affairs anticipe de nets avantages si l'UE prenait fin et qu'on revienne aux Etats nations – et pour les Etats-Unis, aussi. Il est vrai que les Etats-Unis avaient misé, pendant la guerre froide, sur une Europe unie en tant que meilleur rempart contre le communisme. Mais les Etats-Unis ont aujourd'hui besoin d'«une nouvelle stratégie». Pour eux, accentuer la pression pour une plus grande intégration européenne, donc pour une UE renforcée, pourrait consolider la résistance contre les Etats-Unis en Europe. Dès à présent, la plupart des partis populistes montants au sein de l'UE ont tendance à faire les yeux doux à la Russie.

Washington ne doit pas «avoir peur de l'effondrement de l'UE». Bien plus qu'en étant intégrés à l'Europe, les Etats-nations prendraient alors conscience de la menace russe à leurs frontières. L'UE n'a finalement rien apporté de plus contre la Russie que des sanctions et un vague appel à poursuivre le dialogue. Les Etats européens se trouvant à la frontière russe n'ont guère été soutenus par l'UE. De ce fait, ces Etats ont fait appel à l'OTAN et aux troupes américaines. Soit: «là où l'UE a échoué, les Etats indépendants pourraient mieux réagir.» Car «seul le patriotisme attire et mobilise avec force les peuples européens pour réveiller en eux la volonté d'un réarmement face à leur menaçant voisin.» Et: «Les peuples sont beaucoup plus enclins à se battre pour leur pays – pour leur propre histoire, pour leur terre et leurs biens, pour leur identité religieuse commune – que pour une entité régionale artificielle et abstraite.»

Les Etats-Unis auraient besoin «d'un meilleur partenaire que l'UE en Europe». Si l'UE s'effondrait, «alors les forces de l'OTAN reprendraient leur mission – générer la stabilité et résister aux menaces extérieures – et renforceraient le rôle de Washington sur le continent. Sans l'UE, un plus grand nombre d'Etats européens – menacés par la Russie et dépassés par l'immigration de masse – inves-

La résistance contre le démontage de la démocratie directe est urgent

Au sujet de la décision du Conseil national du 21 septembre 2016

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Le 21 septembre, le Conseil national a commencé, en tant que premier conseil, les débats sur la modification de la Loi fédérale sur les étrangers avec le mandat de mettre en œuvre les dispositions constitutionnelles concernant la gestion de l'immigration adoptée par le peuple et les cantons. Ce qui a été présenté au peuple suisse, était une tragédie bien managée. En tout cas, cela n'avait rien à voir avec de la démocratie.

Le peuple suisse ne veut pas adhérer à l'UE et encore moins à l'OTAN. Depuis le Non mémorable à l'adhésion à l'EEE du 6 décembre 1992, cela est clair pour tout le monde et rien n'a changé depuis. Tout Suisse sait qu'avec l'adhésion à l'UE le modèle Suisse disparaîtrait définitivement. Grâce à ce modèle unique – démocratie directe, fédéralisme, autonomie des communes, neutralité – la Suisse est à tout point de vue stable et prête pour l'avenir. La position forte des PME dans notre place économique, l'endettement public bas, le franc fort sont les conséquences du modèle Suisse. Là derrière se trouve la sécurité profondément enracinée de la population: nous sommes les faiseurs dans ce pays, nous veillons à ce que les communes soient saines, nous maintenons et renforçons notre place économique avec la formation professionnelle duale et l'identification des salariés avec leur PME, avec le frein à l'endettement installé par le peuple, nous nous assurons que nos administrations fédérales et cantonales grandissantes soient au moins soumises à des limites claires. Dans tous les sondages d'opinion, nous soutenons à plus de 90% la neutralité armée perpétuelle.

Les adversaires ne se reposent pas. Certains politiciens et des départements entiers des administrations fédérales et cantonales ont entamé une lutte contre le modèle suisse pour le détruire: la petite Suisse doit s'intégrer dans l'UE et l'OTAN afin qu'elle disparaisse. Déjà avant 1992, mais surtout après, ils ont commencé leur travail de sape: banalisation des stupéfiants, réformes scolaires, rapport Bergier: de nombreuses flèches empoisonnées venant de l'extérieur, mais sans une forte 5^e colonne à l'intérieur, elles n'auraient eu que peu d'effets. Désintégration de l'autonomie communale suite à l'affaiblissement continu des communes et le renforcement et la centralisation des administrations (politique régionale de l'UE, fusions, parcs naturels, espaces métropolitains), ingérence de l'administration fédérale alignée sur l'UE dans de nombreux domaines des cantons souverains (santé publique, école obligatoire, formation en général), transformation de l'armée de milice ancrée dans le peuple à l'aide de «militaires en service long» (rapprochement avec l'armée de métier) et érosion de la neutralité par une «coopération» de plus en plus étroite avec l'OTAN. Tout cela, en contournant le peuple, un constant coup d'Etat d'en haut contre le peuple.

«L'UE, un atelier du futur?»

suite de la page 2

tiraient dans l'OTAN, la seule alliance soutenue par un pouvoir réel et capable de protéger ses membres.»

Conclusion

Dans son état actuel, l'union européenne ne doit pas être préservée. Il faut toutefois réfléchir sérieusement aux alternatives possibles. Tous les opposants à l'UE n'ont pas forcément mieux à proposer. Il ne suffit pas de se déclarer en faveur d'un Etat-nation pour être partisan de la liberté, de la démocratie, de l'Etat de droit et de la paix. Le fossé qui s'est creusé depuis quelques années dans l'Union européenne a détruit la bonne entente entre les Etats et les peuples européens et a mis l'accent sur les différences et les intérêts divergents. Les «élites» de l'UE et leurs médias majeurs ont joué un rôle non négligeable dans cette affaire – de même que les «think tanks» qui s'y mêlent subrepticement des deux côtés de l'Atlantique. Cui bono?

Il est vrai que l'Europe a besoin d'une nouvelle «Constitution», mais d'une Constitution garantissant davantage de liberté et de

Proposition de renvoi Amstutz du 13 septembre 2016

Le projet 16.027 doit être renvoyé à la CIP-N avec le mandat de le rendre compatible avec la Constitution selon la décision du peuple et des cantons du 9 février 2014. La proposition élaborée par la CIP-N pour la mise en œuvre de l'art. 121a de la Constitution fédérale et des dispositions transitoires est clairement anticonstitutionnel. Le mandat constitutionnel du peuple et des cantons est le suivant:

Art. 121a Gestion de l'immigration

- 1 La Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers.
– Pas conforme!
- 2 Le nombre des autorisations délivrées pour le séjour des étrangers en Suisse est limité par des plafonds et des contingents annuels.
– Pas conforme!

Les plafonds valent pour toutes les autorisations délivrées en vertu du droit des étrangers, domaine de l'asile inclus.
– Pas conforme!

Le droit au séjour durable, au regroupement familial et aux prestations sociales peut être limité.
– Pas conforme!

La démocratie directe est le problème central pour les stratèges qui se laissent enfermer par des forces extérieures dans un filet de plus en plus étroit – à la recherche de leur gloire personnelle? Ou bien sont-ils sujets au chantage? Espèrent-ils profiter davantage de l'économie mondialisée? Quoi qu'il en soit: en Suisse, personne ne peut passer outre les votations populaires. C'est pourquoi on attaque la démocratie directe d'en haut pour la désintégrer petit à petit. Avec le Plan d'études 21, on peut accélérer cette stratégie: quiconque n'apprend plus à lire, écrire et calculer correctement est perdu pour la démocratie directe: le but est l'affaiblissement des générations montantes pour réduire le nombre de citoyens responsables – ce qui est une ignominie sans pareil.

Pour que cela aille un peu plus vite, de plus en plus de décisions populaires ne sont plus mises en œuvre. Les débats du 21 septembre au Conseil national durant sept heures concernant la mise en œuvre de l'article 121a de la Constitution fédérale (gestion de l'immigration) est une illustration des forces destructrices contre lesquelles il faut résister et se battre.

Pourquoi plus de consensus bourgeois? Il s'est dissout.

Voilà la réponse de Gerhard Pfister, conseiller national et président du PDC, à la question

souveraineté aux populations et à leurs Etats, favorisant la paix et l'amitié en Europe en se fondant sur les meilleures traditions européennes comme base de progrès: le droit naturel, le christianisme et l'humanisme, les lumières et les conceptions étatiques d'un Etat constitutionnel démocratique, fondé sur le droit et la séparation des pouvoirs, la subsidiarité et le fédéralisme et la protection sociale. Un Etat membre, sur pied d'égalité, d'une communauté européenne d'Etats et de peuples.

Il ne sera pas non plus possible de se soustraire à la mise à l'ordre du jour des questions d'ordre économique et financier humain. Le modèle de ces dernières décennies a échoué et créé d'énormes forces destructrices qui ont entraîné de très lourdes conséquences pour la vie politique et sociale. Plus que jamais, nous devons nous préoccuper de trouver un ordre économique et financier, laissant loin derrière lui la fausse conception de l'homme en tant que «homo œconomicus», pour remettre au centre la dignité de l'être humain et sa nature sociale.

Il n'est ni trop tard, ni trop tôt pour en être convaincu, même si l'Europe en est actuellement encore bien éloignée. •

- 3 Les plafonds et les contingents annuels pour les étrangers exerçant une activité lucrative doivent être fixés en fonction des intérêts économiques globaux de la Suisse et dans le respect du principe de la préférence nationale;
– Pas conforme!
ils doivent inclure les frontaliers.
– Pas conforme!
Les critères déterminants pour l'octroi d'autorisations de séjour sont en particulier la demande d'un employeur,
– Pas conforme!
la capacité d'intégration et une source de revenus suffisante et autonome.
– Pas conforme!
- 4 Aucun traité international contraire au présent article ne sera conclu.
– Pas conforme (Protocole sur la Croatie)!

Art. 197 Cst.

Disposition transitoire ad art. 121a (Gestion de l'immigration)

- 1 Les traités internationaux contraires à l'art. 121a doivent être renégociés et adaptés dans un délai de trois ans à compter de l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons.
– Pas conforme!

de Roger Köppel dans la Weltwoche du 8 septembre 2016.

Avec le regroupement des grands partis bourgeois (UDC, PLR, PDC), le Conseil national aurait pu créer une «clause de sauvegarde unilatérale» et une «priorité des travailleurs indigènes» méritant leurs noms et correspondant à la volonté du peuple, telle qu'inscrit dans la Constitution fédérale à l'article 121a. Lors du grand show du 21 septembre, cela n'eut pas lieu, et tous les membres du Conseil le savaient à l'avance. Car au sein de la Commission des institutions politiques CIP-N, les forces s'étaient déjà regroupées: tous les partis contre l'UDC. Et c'est ainsi que la situation fut préparée au sein du Conseil.

Roger Köppel: «Le 29 avril, vous avez déclaré dans une interview, qu'il y avait un consensus entre les partis bourgeois, qu'on voulait imposer la gestion autonome de l'immigration, si l'on ne trouve pas d'accord consensuel avec l'UE. Maintenant, toute autonomie a été abandonnée. La Suisse doit pour chaque mesure allant au-delà d'une meilleure exploitation du potentiel indigène, demander l'autorisation à l'UE. Pourquoi le consensus bourgeois a-t-il échoué?»

Gerhard Pfister: «Il s'est dissout. Il existait jusqu'à environ une semaine avant la séance de la Commission. Le PLR a laissé transparaître que des chiffres maximaux n'entraient absolument pas en ligne de compte, pas non plus sous une forme affaiblie. Le PLR a com-



mencé à s'obstiner sur chaque mot. Tout à coup, les front se sont durcis.»

C'est ainsi que les stratèges ont géré le débat au Conseil national: nullement à la façon suisse! Les propositions de la Commission n'ont pas été présentées par le président de la Commission Heinz Brand (UDC), mais par le vice-président Kurt Fluri (PLR) qui avait déjà agi au sein la Commission comme administrateur de l'UE. La proposition de renvoi d'Adrian Amstutz, (UDC) (cf. encadré), dans laquelle il dénonce l'anti-constitutionnalité flagrante du procédé, a été refusée par toutes les voix contre l'UDC. Le groupe du PLR avait même décrété la discipline de vote absolue – un processus très étrange et rare dans la démocratie consensuelle suisse! En conséquence, trois membres du PLR (Thierry Burkart, PLR AG, Benoît Genecand, PLR GE, et Hanspeter Portmann, PLR ZH) ont tout juste osé s'abstenir lors de la votation sur la proposition de renvoi Amstutz.

En réponse à ce front uni contre la mise en œuvre de l'article constitutionnel voulu par le peuple suisse, les conseillers nationaux UDC se sont mis d'accord de poser de nombreuses questions concernant la proposition de renvoi de leur collègue Amstutz. La présidente du Conseil Christa Markwalder (PLR BE) (qui a depuis toujours milité pour l'adhésion à l'UE) n'a pas supporté cette démarche et s'est rapidement énervée: «Venez à votre question!» ... «La question!»

Quelques personnes courageuses peuvent redresser la barre

Hanspeter Portmann (PLR ZH) a été le seul ayant osé faire une proposition pour tenter

Suite page 4

Communiqué de presse du comité d'initiative «Oui à la sortie de HarmoS» L'école obligatoire doit redevenir la cause du peuple

Le comité d'initiative «Oui à la sortie de HarmoS» demande au gouvernement et au Conseil de l'éducation, avec le soutien d'un nombre considérable de citoyens, de placer les enfants au centre de la politique scolaire. Le oui de la majorité des citoyens saint-gallois pour rester dans HarmoS ne représente pas une carte blanche pour davantage de réformes scolaires néfastes.

Le gouvernement et la plupart des médias n'ont épargné aucun effort pour discréditer l'initiative en faveur de la sortie de HarmoS. Le quasi-monopole médiatique des adhérents à HarmoS a certainement contribué massivement à la décision de rester dans le concordat HarmoS. Nous aimerions remercier de tout cœur les citoyens qui ont soutenu notre initiative et qui ont voté Oui malgré la massive campagne médiatique contraire.

Il faut dorénavant mesurer le gouvernement à l'aune de ses promesses et de sa volonté de placer l'enfant – aussi avec HarmoS – au centre des préoccupations, de renforcer la relation enseignant-élève et de préserver le libre choix des méthodes pour les enseignants. Les promesses répétées doivent

également être concrétisées: après tant d'agitation, il est temps de terminer la fureur des réformes afin de ramener le calme dans la politique scolaire.

Il ne faut donc pas continuer à utiliser HarmoS comme levier pour des transformations idéologiques au sein de l'école. Les citoyens ont dit oui à une coordination sensée des diverses écoles cantonales, mais pas à des transformations radicales de l'école obligatoire. Les étapes en direction de l'apprentissage autodirigé doivent être abandonnées.

Il est urgent que le calcul ainsi que la lecture et l'écriture en allemand obtiennent à nouveau l'importance qui leur revient comme fondement du savoir. L'aspect le plus précieux de l'école obligatoire, une communauté de classe soudée, dirigée par un enseignant sachant créer une atmosphère propice au travail, doit être en tout cas préservé.

Nous resterons actifs et continuerons à nous engager contre les réformes insensées et en faveur d'une école obligatoire forte pour le canton de Saint-Gall.

Heinz Herzog, porte-parole du comité d'initiative «Oui à la sortie de HarmoS»

Les élections en Russie – 75% en faveur de «Russie unie»

La voie de Poutine confirmée par une majorité constitutionnelle

par Robert Stelzl, spécialiste de la Russie au «Centre européen d'analyses géopolitiques de Vienne»



Robert Stelzl
(photo mad)

Le 18 septembre, les élections ont eu lieu en Russie. Les 450 sièges de la Douma russe ont été redistribués dans une période globalement tendue. Il faut se rappeler que les élections dans le plus grand pays du monde représentent un énorme défi logistique, vu les douze fuseaux horaires, les 110 millions d'électeurs et les 90 000 bureaux de vote.

Dans un climat international de propagande occidentale contre la Russie, que ce soit en raison de la Crimée, du Donbass, de la Syrie, d'Edward Snowden ou même du Brexit, il est d'autant plus surprenant que les pires tirades n'aient cette fois pas eu lieu. Que s'est-il passé?

Ouverture et transparence offensives au préalable des élections

Suite aux vives protestations lors des élections à la Douma russe de 2011, on s'est concentré sur la préparation irréprochable des élections de cette année. Il fallait que la légitimité et la transparence soient incontestables pour ne laisser aucun doute sur la conformité de ces élections avec les normes prévalant dans d'autres Etats démocratiques développés et le droit international. Pour l'observation des élections, le président de la Douma russe *Sergei Narischkin* invita donc à temps les représentants parlementaires des Etats de la *Communauté des Etats indépendants* (CEI), les représentants parlementaires des Etats membres de l'*Organisation du traité de sécurité collective* (OTSC), l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en*

Europe (OSCE), le président des Parlements des Etats du *Mercosur* (=communauté économique regroupant plusieurs pays d'Amérique latine), l'*Assemblée interparlementaire de l'Orthodoxie* et ainsi de suite. En fin de compte, plus de 1000 observateurs électoraux ont suivi l'invitation à venir en Russie.

Cependant, le facteur de légitimité le plus important était l'atmosphère au sein de la population: celle-ci a perçu ces élections comme étant ouvertes et équitables. Alors qu'en 2011, selon le *Centre analytique Levada*, une ONG russe indépendante de recherches sociologiques et de sondages, 31% des personnes sondées soupçonnaient des fraudes électorales, elles n'étaient cette année que 13%.

Lors des élections de cette année, 14 partis parvinrent à s'enregistrer en tant que candidats au niveau national – plus du double du nombre enregistré en 2011. La barrière pour l'entrée dans la Douma fut réduite de manière significative de 7% à 5%. Cette année, toutes faveurs ou facilitations pour les candidats du parti gouvernemental furent clairement éliminées. Le cas du puissant conseiller d'Etat de la République de Yakoutie *Andrey Borisov* (Russie unie) n'ayant pas réussi à s'enregistrer, suite au nombre insuffisant de signatures de soutien valables, a été très remarqué dans tout le pays. N'ayant obtenu aucune aide ou indulgence, *Borisov* a dû jeter l'éponge.

Honneur et soutien pour la voie patriotique de Poutine et non pas pour le «wishful thinking» des «think tanks» occidentaux

Avec 54,28%, la «Russie unie» a obtenu 140 mandats et 203 mandats directs. Avec 343 mandats sur 450 mandats au total, le parti présidentiel obtint pour la première fois la majorité constitutionnelle avec ¾ des sièges. Seuls les communistes, le parti «Russie juste»

et «Parti libéral-démocrate de Russie» de *M. Jirinovski* ont également réussi l'entrée dans la Douma d'Etat. Compte tenu du résultat de ces élections, le silence des médias occidentaux habituellement antirusse est assez surprenant. Mais, puisque les représentants des partis d'opposition reconnaissent aussi clairement le bon déroulement de ces élections, il n'y avait plus guère d'autres interlocuteurs pour des commentaires venimeux que la compagne de *Boris Nemtsov* ou le très restreint club des supporters des *Pussy Riot*.

L'acceptation, auparavant déjà très marginale, des organisations et partis politiques soutenus par l'Occident semble, suite à la fin parlementaire de *Jablanko*, définitivement terminée. Les strictes lois sur la transparence et le manque d'«opportunités d'investissement» – pour créer des troubles et des révolutions oranges et toutes sortes d'autres «bonnes œuvres» hautement rémunérées par un certain *M. Soros* – ont empêché toute intervention de l'extérieur dans ces élections.

De véritables normes face aux «normes occidentales»

C'est ainsi que les efforts visant à établir une véritable société civile ont pu se développer en toute tranquillité. L'initiative de Poutine concernant la réforme du système juridique, accélérée depuis 2011, visait à faciliter la candidature des partis aux élections ainsi que la procédure d'inscription et encourageait également les forces de l'opposition à participer avec les mêmes conditions. En outre, la campagne électorale profita des excellentes qualités organisationnelles du chef adjoint de l'administration présidentielle *Vyacheslav Volodin*, ayant déjà mené à bien les élections présidentielles de 2012 et maintenant les élections pour la Douma d'Etat de 2016.

La campagne électorale a été marquée par une grande retenue des supports publicitaires.

Même à Moscou, il n'y avait guère d'affiches des divers partis. «Russie unie» a expliqué cela par la situation économique tendue et que le gaspillage d'argent pour des publicités électorales ne correspondait pas à la volonté de l'électorat.

Voilà un point de vue limpide et inspirant, notamment si l'on observe la campagne électorale américaine, où le budget officiel de la campagne de *Hillary Clinton* s'élève à 250 millions de dollars – alimenté par des sources illustres tels que les entreprises de l'armement et les gardiens saoudiens des villes saintes de la Mecque et de Médine – pour transmettre les «valeurs démocratiques» ou pour simplement communiquer l'état de santé de Mme Clinton.

Le grand succès de «Russie unie», cette fois aussi dans les grands centres urbains, est dû également au fait que cette année tout citoyen avec droit de vote était autorisé à se présenter dans le cadre de son parti comme candidat pour une procédure de sélection totalement transparente. Cela a conduit à un grand nombre de nouveaux candidats et députés élus. Jamais auparavant la composition de la Douma n'a donné un reflet aussi représentatif de la population, des divers groupes professionnels et des couches sociales. Cela a également contribué de manière significative à la légitimation des élections. La militante des droits civiques *Ella Pamfilova*, internationalement reconnue et très respectée en Russie, a dirigé la Commission électorale centrale. Le 22 septembre, la Commission électorale a décidé que les résultats de 9 bureaux de vote (sur environ 90 000) devaient être annulés suite à des irrégularités – un résultat dont nous autres Autrichiens ne pouvons que rêver, compte tenu de nos élections présidentielles échouées à plusieurs reprises.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Il faut une levée de boucliers des humanistes»

L'euthanasie d'un adolescent de 17 ans largement condamnée

mb. L'euthanasie active sur un jeune de dix-sept ans en Belgique suscite protestation et consternation. La Belgique est le seul pays au monde où une loi a aboli la limite d'âge pour l'euthanasie et cela malgré la résistance acharnée des églises et des associations de patients belges.

Eglise catholique: sérieuse brèche dans les normes éthiques

Radio Vatican parle d'une «sérieuse brèche dans les normes éthiques» que d'euthanasier un adolescent de 17 ans. Le cardinal diacre *Elio Sgreccia*: «Cette décision va à l'encontre des sentiments de toutes les religions ayant élevé leur voix en Belgique, mais aussi de l'instinct humain privilégiant quant à lui l'aide aux mineurs vulnérables par des médicaments et par le soutien moral, psychologique et spirituel». L'évêque de Sankt Pölten *Klaus Küng* prend position de la même façon: «L'amour et la charité ne se montrent jamais dans l'euthanasie d'une autre personne

mais dans les relations, les attentions et les soins.» Il cite le cardinal *Franz König* disant que les hommes «devraient mourir la main dans la main d'un autre et non pas par la main d'un autre». L'évêque *Küng* constate que l'état d'une société s'illustre dans le contact qu'elle a avec ses membres les plus faibles. «Chaque homme est unique», la vie est un cadeau qui exige une société positive, «dans laquelle la dignité de chacun a sa place et où personne ne doit avoir peur qu'un jour, on ne veuille plus de lui».

La fondation pour la protection des patients exige des règlements de l'UE contre l'euthanasie des enfants

Eugen Brysch, membre du comité directeur de la *Deutsche Stiftung Patientenschutz* (Fondation allemande pour la protection des patients), s'y oppose également: «L'euthanasie sur demande d'enfants n'a rien à voir avec une mort digne. Ainsi, cet Etat du Benelux ne respecte pas les normes des droits humains

de l'UE.» Il exige une initiative allemande s'opposant à toute réglementation permettant, comme en Belgique, d'euthanasier des mineurs.

«On touche au noyau essentiel de l'humanité»

Selon le quotidien «*Die Welt*», le groupe parlementaire CDU au Bundestag critique violemment la pratique belge. Selon *Michael Brand*, CDU, «une société allant jusqu'à légaliser l'euthanasie de ses propres enfants, se déclare en faillite et est en pleine déroute. Au lieu de pratiquer l'endurance, la compassion et l'aide, la capitulation et la mort prennent le dessus». Et *Brand* d'ajouter qu'«on touche au noyau essentiel de l'humanité, si les hommes ne voient – au lieu d'apporter l'aide humaine – que la capitulation ou le recours à une assistance technique au suicide comme solution». «Ce débat autour de la dévalorisation de la vie et de la valorisation de l'euthanasie au nom de l'autodétermination d'enfants se trou-

vant sous une pression énorme, m'horripile en pensant aux étapes suivantes qui réservent le même sort aux personnes âgées souffrant de dépression et représentant une charge pour la société. Il faut la levée des boucliers de tous les humanistes. Précisément l'Allemagne a «une responsabilité toute particulière pour s'opposer à de telles décisions irresponsables».

La voie autrichienne est une alternative à l'euthanasie

L'évêque *Küng* propose la voie prise par l'Autriche, exemplaire pour toute l'Europe, concernant l'accompagnement en fin de vie. On y développe et améliore le mouvement des hospices et les soins palliatifs. L'actuel cas belge est la preuve de l'importance de ces avancées tout spécialement pour les enfants et les adolescents. *Küng* exige que toute pression individuelle ou sociale – par la législation ou par l'influence de tiers – sur des êtres humains en souffrance soit exclue.

«La résistance contre le démantement ...»

suite de la page 3

de replacer la barre en main suisse. «Si le Comité mixte (art. 14 al. 2 ALCP) ne peut pas se mettre d'accord, le Conseil fédéral demande à l'Assemblée fédérale des mesures correctives pour une mise en pratique unilatérale.» (Art. 17d al. 4bis projet LEtr)

Une proposition semblable de *Gerhard Pfister* (PDC ZG):

«Le Conseil fédéral décide en accord avec les cantons des mesures correctives et de leur soumission au Comité mixte (Art. 14 al. 2 ALCP). S'il ne résulte pas d'accord dans un délai de 60 jours après la demande de la Suisse, le Conseil fédéral peut décider des mesures correctives limitées dans le temps.»

Les deux propositions ont été refusées, mais de très peu: outre les membres de l'UDC, la plupart des membres du PDC et quelques membres du PLR ont soutenu ces propositions.

Le Conseil national doit assumer ses obligations constitutionnelles

La solution pour la gestion autonome de l'immigration, n'est pas pour demain. On peut espérer que le Conseil des Etats respectera mieux son devoir que le Conseil national. Sans quoi, il y aura toujours le droit au référendum.

Cela ne change rien au fait que mercredi passé la majorité du Conseil national a tout simplement refusé de mettre en œuvre la volonté populaire. Si l'on considère que la résiliation des accords bilatéraux avec la Suisse n'est pas à l'ordre du jour pour l'UE, comme *Jean-Claude Juncker* l'a avoué le 19 septembre à Zurich – car l'UE aurait plus à perdre que nous! –, on peut vraiment se demander, comment nos «représentants du peuple» peuvent envisager de confier la Suisse à une construction si pourrie, que d'autres Etats se décident à la quitter avant d'y perdre leur dernier penny.

Société hippocratique suisse

Condamner l'euthanasie active d'un adolescent de 17 ans

Il s'agit d'une attaque grave contre les droits de l'homme, les valeurs chrétiennes-européennes fondamentales et la protection de la vie dans l'Etat de droit.

Les divers communiqués au sujet du premier cas d'euthanasie d'un mineur, un adolescent de 17 ans en Belgique, légitimé comme «euthanasie active (pour enfants)» ont déclenché à juste titre de violentes critiques et condamnations. Cet acte signifie une nouvelle escalade de la campagne menée, notamment dans des Etats occidentaux, pour le mépris croissant des droits fondamentaux et des droits humains. Il va à l'encontre de toute idée de solidarité humaine.

Nous renvoyons au fait, que la Suisse aussi est exposée actuellement à une propagande médiatique pour accroître

le consentement à l'assistance au suicide. On veut retirer à l'Etat le devoir de protéger la vie. Pour cela, on multiplie les efforts pour «accompagner dans la mort» des personnes fatiguées de vivre, même en bonne santé, au lieu de leur redonner l'envie de vivre de manière sensée en contact avec leurs semblables.

Nous rappelons qu'en 2001 le Parlement suisse a refusé par une claire majorité l'initiative *Cavalli* voulant introduire l'euthanasie active en Suisse. Le droit à la vie et la protection de la vie sont les bases constitutionnelles de tout Etat de droit démocratique. L'Etat a le devoir de protéger la vie de ses citoyens! Ne pas le faire ouvre grandes les portes à la barbarie!

Source: Communiqué de presse de la Société hippocratique suisse, hgs.ch@gmx.ch du 20/9/16

TTIP – les enjeux économiques (2^e partie)

par Dario Rivolta, Milan*



Dario Rivolta
(photo mad)

Dans l'accord TTIP, la clause assurant la prédominance de la «protection de l'investissement» sur de possibles lois nationales – caractérisées de discriminatoire ou d'«expropriation indirecte» par les arbitres – réduira avec certitude la souveraineté des gouvernements et des Parlements.

Pourtant, on prétend que cet accord apportera aux économies des Etats-Unis et de l'Europe suffisamment de bénéfices pour compenser la perte en souveraineté.

Une perte de souveraineté est-elle acceptable?

Afin de prouver cette affirmation, la Commission européenne a demandé au Centre for Economic Policy Research (CEPR) une étude approfondie sur les conséquences économiques d'une possible entrée en vigueur du TTIP. L'analyse fut réalisée et finalisée en 2013 sous le titre «Reducing trans-atlantic barriers to trade and investment».

Le gouvernement américain a également chargé son propre Département de l'agriculture (correspondant au Ministère de l'agriculture) de s'atteler à la même tâche. Dans l'ensemble, les résultats des deux analyses sont similaires.

Il ne s'agit

pas de la réduction des tarifs douaniers

D'abord, il faut préciser que le véritable objectif de cet accord n'est pas la réduction

des tarifs douaniers, car ceux-ci sont déjà très bas ou totalement absents pour la grande majorité des marchandises.

En réalité, les taux des tarifs douaniers demandés par les Etats-Unis aux pays européens sont de 3,7% pour les produits agro-forestiers. Concernant les denrées alimentaires transformées, ils sont encore de 3,2% tandis que pour la grande majorité des produits restants, les taux des frais de douane sont de 1% au maximum. L'Europe demande pour les biens américains des taux de tarifs douaniers plus élevés: pour les produits alimentaires transformés 14,6%, pour les voitures 8%. Les taux de douane pour tous les autres biens sont environ les mêmes que ceux demandés à nos exportateurs par les Etats-Unis.

Le véritable objectif principal de l'accord en vue

Si le problème ne concerne pas les tarifs douaniers, notre attention doit se porter vers les dits «obstacles non tarifaires», c'est-à-dire les réglementations dans les domaines suivants: modalités de la production, normes techniques, limites légales et juridiques des investissements, normes sanitaires et hygiéniques. L'abaissement de ces «barrières» est le véritable objectif principal de cet accord en vue. Pour autant que l'abolition des tarifs douaniers en vigueur soit totale, l'étude du CEPR considère, dans ce contexte, deux scénarios: l'harmonisation jugée faisable de 25% de ces normes ou l'objectif très ambitieux allant jusqu'à 50%. Il est évident que les résultats économiques de ces deux scénarios seraient très différents.

D'une part ...

Dans le premier cas (25%) l'étude considère qu'en 2027, l'Europe atteindrait une progression du PIB de 0,27% tandis que les Etats-Unis resteraient à 0,21%. Dans le meilleur des cas, l'Europe réaliserait une progression de 0,48% et les Etats-Unis de 0,39%. Calculé sur une année entière, dans ce cas

optimiste, l'augmentation du PIB européen serait de 0,3%. Si donc la progression prévue sur le continent est de 1,83% en 2017, elle progresserait à 2,13%. Pour les familles européennes, cela reviendrait – en moyenne (mais n'oublions pas le «Poulet de Trilussa») – à 11,25 euros par mois et par personne. Pas beaucoup diront les uns, mais mieux que rien diront les autres. C'est vrai! Mais quelle est l'autre face de la médaille?

... et d'autre part

Continuons donc à analyser l'étude commandée par la Commission européenne. Selon sa description, certains secteurs, telle l'industrie automobile, auraient des avantages et d'autres, tels l'agroalimentaire et les machines électriques auraient des pertes. En outre, on prédit une perte d'emplois de 0,6% aux Etats-Unis et en Europe. Cela représente un million de travailleurs perdant leur place de travail et devant espérer trouver un nouvel emploi dans les autres secteurs – sans savoir quand et comment.

Nous avons parlé des études commandées par les parties négociant cet accord, mais ce n'est pas la seule analyse existante: le professeur Jeronim Capaldo, économiste et chercheur au Global Development and Environment Institute de l'Université de Boston, a eu recours à une autre méthode d'analyse que celle utilisée par le CEPR et ses conclusions sont moins optimistes. Selon lui, en 2025, les emplois augmentent aux Etats-Unis de 784 000 unités alors qu'en Europe, ils diminueront de 583 000 unités. Le pouvoir d'achat des familles ouvrières européennes diminuera chaque année de 165 à 5500 euros (en France) et les prix moyens des biens de base augmenteront, notamment en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne.

Le Brexit oblige à revoir toutes les études

A propos de la Grande-Bretagne, il faut préciser que les chiffres mentionnés ci-dessus se réfèrent à l'Europe actuelle. Le Brexit obligera à revoir toutes les études, surtout parce que les

Britanniques – avec les Espagnols, les Suédois et les habitants des Etats baltes – auraient été les plus grands bénéficiaires européens de cet accord. Si la progression de 9,7% attribuée au PIB anglais venait à manquer, il va de soi que la minime progression annuelle de 0,3% devrait être corrigée vers le bas.

Avantage pour les Etats-Unis: l'augmentation du commerce transatlantique crée une réduction du commerce intérieur à l'UE

Ce n'est pas tout. L'étude préparée par le Département américain de l'agriculture en 2015 se focalise uniquement sur le secteur agricole (*Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership*) et conclut clairement que le commerce agricole transatlantique renverserait la situation actuelle en faveur des Etats-Unis: les petites et moyennes entreprises européennes (surtout italiennes) seraient défavorisées: l'Europe importerait beaucoup plus de denrées alimentaires qu'elle ne pourra exporter et les ventes à l'intérieur de l'UE diminueront. Peut-être est-ce la raison pour laquelle Obama insiste tellement sur l'ouverture du secteur agricole et les OGM tout en voulant en exclure les services financiers?

Toutes les études prennent en compte les différentes variables jouant un rôle au sein du commerce mondial en phase de croissance et en tiennent compte pour le calcul du PIB. On ne connaît pas les données réelles au cas où les interactions des pays tiers seraient moins positives que prévues. Il est cependant certain que l'augmentation du commerce transatlantique mènera dans tous les secteurs à une diminution du commerce intérieur de l'UE.

Joseph Stiglitz:

voie libre aux entreprises multinationales

Joseph Stiglitz, prix Nobel en économie, a déclaré en 2014 devant la Chambre italienne des députés: «Le Département du commerce négocie en secret, sans informer les membres

Suite page 6

CETA/TTIP* – la 3^e phase du colonialisme

par Eberhard Hamer, professeur en sciences économiques



Eberhard Hamer
(photo mad)

1° A partir de la fin du XVII^e siècle, le mercantilisme stipula qu'une nation ne pouvait s'enrichir que si elle transformait des matières premières à valeur modeste en produits finis à haute valeur ajoutée pour les revendre. C'est dans ce but que les nations maritimes occidentales, notamment les Pays-Bas et l'Angleterre, furent les premières à fonder des «compagnies à charte» pour se procurer aux Indes orientales, en Afrique et en Amérique du Sud des matières premières. Celles-ci furent importées en Europe et transformées en produits finis, avant d'être à nouveau exportées. Les bénéfices ainsi créés offraient, selon la théorie du mercantilisme, le profit maximal.

Le système colonial du mercantilisme

Il est évident que les sources de matières premières furent disputées par de nombreux concurrents. C'est pourquoi les compagnies à charte, avec le soutien de leur gouvernement tentèrent de se procurer les sources de matières premières en s'appropriant des «colonies» pour les transformer en territoires hollandais, anglais, français ou espagnols. Cela ne leur permettait pas seulement de garantir l'accès au marché des matières premières et d'en tirer profit, mais aussi de tenir à l'écart les nations rivales.

C'est à ce colonialisme qu'est dû une bonne partie de la prospérité des Hollandais au XVI^e et XVII^e siècle, des Britanniques du XVII^e au XIX^e siècle et des Espagnols, des Portugais et des Français. En pratique, ce principe colonial est synonyme de l'exploitation des colonies à l'avantage de la nation européenne, cette exploitation étant militairement soutenue et protégée par elle.

La Seconde Guerre mondiale a terminé cette forme de colonialisme, car les puis-

sances coloniales n'étaient plus en mesure de dominer suffisamment leurs colonies afin de pouvoir brider leurs désirs de liberté. C'est ainsi que le système colonial du mercantilisme s'écroula au cours du dernier siècle.

La FED:

une machine à imprimer des dollars ...

2° Le grand capital anglo-saxon eut, au début du XX^e siècle, une idée alternative avec la fondation de la *Federal Reserve Bank (FED)*, fondée en 1913: on peut piller des Etats étrangers en leur offrant des crédits élevés avec du papier-monnaie imprimé soi-même. Puis, on leur demande le remboursement de ces crédits par les intérêts, les intérêts composés et l'amortissement – donc sous forme de tributs perpétuels. La base de cette pratique étant la FED, une véritable machine à imprimer des dollars. Le syndicat financier pouvait donc, à l'aide de sa FED, imprimer son propre argent, le mettre sous forme de crédits à disposition des banques et des Etats dans le monde entier et imposer ainsi, pratiquement à partir de rien, la servitude aux dettes à un nombre croissant de pays. Après avoir aboli la couverture-or du dollar, ce système de la servitude aux crédits, aux dettes et aux intérêts fut imposé au monde entier, par le biais des organisations financières dominées elles aussi par le même clan de la haute finance: le FMI, la Banque mondiale et l'ONU, ce qui eut comme effet que plus de 200 pays au monde devinrent tributaires d'intérêts au syndicat financier tandis que celui-ci fit stationner des troupes américaines dans ces pays pour sécuriser leur servitude à intérêts.

... et un empire à dollars

C'est ainsi que vit le jour l'empire à dollars avec des vassaux tributaires de montagnes de dettes et d'argent (en dollars) de créanciers n'ayant plus de couverture pour cet argent (monnaie fiduciaire).

Le système fut abusé et surchargé au point qu'une grande partie de ses vassaux, y compris les Etats-Unis eux-mêmes, ne pourront plus jamais rembourser leurs dettes. Le sys-

tème est proche de l'explosion, et du crash – fait que confirmera récemment le candidat à la présidence américaine Donald Trump.

L'empire du dollar en tant que deuxième empire colonial n'est pas seulement le plus grand et le plus omniprésent qui ait jamais existé au monde, il est aussi le plus rentable. Les revenus du syndicat financier tiré de ce système de servitude à dettes ont été plus grands que ceux provenant des colonies dans leur totalité. Le deuxième empire colonial, celui du dollar, va bientôt exploser, comme un ballon, suite à une bulle d'air trop gonflée.

Acheter des entreprises à la criée et les transformer en monopoles mondiaux

3° Comme certains membres du syndicat financier (par exemple *Soros*, *Rothschild*) l'ont déjà annoncé, la deuxième phase du colonialisme va bientôt implorer. Ils ont bien sûr déjà pris leurs précautions. Avec son argent fiduciaire, dont la valeur ne dépasse pas le prix du papier sur lequel il est imprimé, le syndicat financier anglo-saxon a acheté systématiquement les matières premières et les grandes entreprises du monde entier qui y sont liées (dans les domaines de l'énergie, des métaux, de l'eau, des semences etc.) pour créer des monopoles mondiaux lui permettant de toucher, en cas de disparition de l'empire financier, une rente différentielle à travers les prix monopolistiques redevables sur les matières premières – donc des gains spéciaux grâce au chantage exercé envers les consommateurs du monde entier de ces matières premières. Alors, ce ne seront plus les intérêts qui garantiront les revenus coloniaux, mais les prix élevés des matières premières monopolisées, dont le monde entier aura besoin et dont la vente sera automatiquement garantie.

La nationalisation de sources pétrolières (Irak, Iran) ou de mines (Pérou), auparavant en possession du syndicat financier, ou le refus européen des semences génétiquement manipulées et monopolisées, ont montré que la puissance du monopole mondial du syndicat financier risque – notamment si les

prix monopolistiques sont trop élevés – que les Etats-nations limitent par voie législative les monopoles, les socialisent ou, comme l'a démontré le tournant énergétique, enlèvent toute valeur à des monopoles par un changement politique imprévu (énergie nucléaire).

CETA/TTIP

garantissent la position de monopole

Le syndicat financier a trouvé là-aussi une solution: ils ont fait élaborer, par des intermédiaires dans leur obédience parmi les fonctionnaires de l'UE et lors de négociations secrètes, le prétendu «accord de libre-échange» leur garantissant une position monopolistique dans les colonies. Parallèlement, il empêche ces dernières de limiter par voies démocratiques, politiques ou légales la position monopolistique des monopoles atlantistes internationaux.

Etant donné que l'implosion de l'empire du dollar est imminente, il faut que TTIP passe en force d'ici à janvier 2017. Le syndicat financier et les Etats-Unis veulent rester le cœur de l'économie mondiale, misant donc de plus en plus sur des accords commerciaux pour sauvegarder leur système de domination internationale et leurs intérêts.

Si l'on regarde de plus près les politiciens occupés à imposer les accords CETA/TTIP en Europe et quand on prend en compte à quel point ces personnes se trouvent dans des dépendances massives du syndicat financier des Etats-Unis, il ne faut surtout pas s'attendre à leur objectivité et loyauté envers les populations. Leur mission est claire: réaliser la troisième phase de la colonisation au profit des puissances atlantiques.

(Traduction *Horizons et débats*)

* CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) ou AECG (Accord économique et commercial global)
TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership) ou PTCI (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), également connu sous l'acronyme TAFTA (Traité de libre-échange transatlantique)

Le franc suisse et la démocratie directe (1^{re} partie)

Qu'arrive t-il à notre argent?

par Werner Wüthrich,

Il se passe à l'heure actuelle quelque chose d'étrange dans le monde de la finance. Le taux d'intérêt de la plupart des banques centrales descend vers le zéro. Il arrive même que des taux d'intérêts soient négatifs. Les grandes banques centrales financent plus ou moins ouvertement l'Etat. La BCE, par exemple, se déclare prête à racheter en grande quantité n'importe quelles obligations aux Etats financiers en difficulté dans la zone Euro en faisant – si besoin est – tourner la planche à billets ou plutôt des équivalents électroniques. «What ever it takes» (quoiqu'il en coûte). C'est avec ces mots qu'en 2012 Mario Draghi a annoncé qu'il voulait sauver l'euro à tout prix. Les dettes – ainsi que les problèmes politiques qu'elles entraînent – sont masquées par un déluge d'argent et on met tout simplement de côté les contrats qui interdisent à la BCE un financement du secteur public.

Avec quelques clics de souris, la Banque nationale suisse (BNS) met de nouveaux francs suisses en circulation – à partir du néant – et en quantités telles, que la population suisse aurait dû travailler une année entière pour produire la même masse monétaire en temps normal. La rentabilité des Bons du Trésor devient négative, c'est-à-dire que celui qui prête de l'argent à l'Etat doit payer pour le faire. On parle même d'«hélicoptère monétaire» (Milton Friedman): en effet, c'est comme si l'on jetait des billets de banque d'un hélicoptère, ou plutôt comme si les banques centrales devaient approvisionner en monnaie la population et le gouvernement, directement et gratuitement, pour relancer la conjoncture. – des «bizarreries» de plus en plus inquiétantes.

Certains objecteront qu'il y a là quelque chose qui ne va plus. – Qu'arrive t'il à notre argent? «Horizons et débats» examinera cette question en trois articles. Dans la première contribution, il est question de l'étalon-or classique, la deuxième traitera du système monétaire de Bretton Woods et la troisième, sous-titrée «Politique monétaire sans frontières», analysera les événements actuels – toujours en relation avec la démocratie directe.

Pour comprendre les questions actuelles en suspens, il faut absolument tenir compte de l'histoire du franc suisse qui a entraîné, dès le début, de nombreux référendums. – L'agriculture et l'argent sont les domaines dans lesquels il y a eu le plus souvent des votations populaires en Suisse, car l'alimentation et l'argent sont des sujets qui touchent les gens de près.

L'époque précédant la création de la Banque nationale suisse – avec de nombreuses votations populaires

Après la fondation de l'Etat fédéral en 1848, le système monétaire a fonctionné en Suisse pendant plus de cinquante ans sans banque nationale, fondée seulement en 1906. L'une des premières tâches du Parlement fraîchement élu fut alors la création d'une monnaie – le franc suisse – comme moyen de paiement unitaire

«TTIP – les enjeux économiques» suite de la page 5

du Congrès américain. La mise n'est pas les tarifs douaniers à l'importation entre l'Europe et les Etats-Unis étant déjà très bas ... ce sont les normes de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et des consommateurs en général. Avec cet accord, il n'est pas prévu d'obtenir une amélioration du système normatif et commercial pour les citoyens américains et européens, mais plutôt de donner carte blanche aux entrepreneurs (en premier chef les multinationales américaines) dont les activités économiques sont nocives pour l'environnement et les êtres humains ...»

Il faut vraiment s'interroger sur les motivations de nos hommes politiques voulant absolument signer cet accord. Nous reviendrons plus tard sur ce point.

L'accord Nafta: de mauvaises expériences

Pour le moment, nous voulons nous concentrer sur les expériences déjà réalisées avec un

Les unions monétaires latine et scandinave – deux zones monétaires européennes à succès

ww. L'union monétaire latine fut fondée en 1865, basée sur le principe d'une valeur unitaire traduite en métal-or ou -argent, appliquée aux monnaies des Etats-membres qui avaient, cependant, des noms différents et présentaient différentes impressions. La Suisse était membre fondateur. Cette union a fonctionné tout simplement jusqu'à la Première Guerre mondiale – et sans banque d'émission. Le franc français, le franc belge, la drachme grecque, la lire italienne et le franc suisse, tous avaient le même étalonnage-or et -argent. Cela signifiait qu'on pouvait sans problème payer en francs suisses à Athènes, à Rome, à Paris ou à Bruxelles et qu'en contrepartie de nom-

breuses monnaies étrangères circulaient en Suisse sans difficultés. Dans les pays scandinaves, il y avait le même genre d'union monétaire à peu près à la même époque. Ces pays avaient également harmonisé la valeur-or et -argent de leurs monnaies. Il y avait, certes, déjà des banques centrales dans ces pays, mais l'union monétaire fonctionnait en grande partie sans elles. – Le XX^e siècle, avec ses terribles guerres, détruisit une communauté fonctionnant bien et des économies au système monétaire stable dans lequel la souveraineté nationale était préservée. L'union monétaire latine ne fut dissoute formellement qu'en 1926, l'union monétaire scandinave en 1924.

calqué notamment sur le modèle français d'une pièce de monnaie contenant 4,5 grammes d'argent. La Confédération obtint le monopole de frapper les pièces de monnaie, créant pour ce faire l'atelier monétaire helvétique. De plus en plus de banques avaient l'habitude d'émettre leurs propres billets de banque qui fonctionnaient en lieu et place des pièces d'argent, et plus tard des pièces d'or, sans avoir toutefois un statut légal en tant que moyens de paiement. En conséquence, le système monétaire telles que nous le connaissons aujourd'hui s'est constitué progressivement.

En 1872, eut lieu le premier scrutin marquant, lorsque fut votée la Constitution sous sa forme entièrement révisée. L'article 38 en était un des points principaux: «La Confédération est autorisée, par voie législative, à instituer la réglementation générale sur l'émission et l'encaissement des billets de banque.» Le peuple se prononça clairement contre. Pour quelle raison? Une grande majorité plaïdait en faveur d'un système fédéraliste: les différentes banques cantonales ainsi que les banques commerciales privées devaient donc continuer à l'avenir d'émettre leurs propres billets de banque sur base d'une couverture-or, des billets certes différents dans leur apparence – mais cependant tous basés sur une même valeur.

Le billet de 20 francs suisses correspondait au Gold-Vreneli (ou Vreneli en or) dont 56 millions de pièces étaient alors en circulation. On pouvait donc le changer très facilement. Il existait également une pièce d'or correspondant au billet de dix francs et une autre, au billet de cent francs. Le billet de cinq francs, lui, trouvait son équivalent dans la pièce de cent-sous, désignant la pièce de cinq francs en argent.

Dans ce système monétaire, la règle de base faisait que les billets de banque étaient tout juste un ersatz des pièces d'or et pas un moyen de paiement ayant cours légalement. Ainsi, le citoyen restait libre d'accepter ou non le billet émis par une banque en particulier. Le grand avantage en était que les citoyens tenaient ces banques – qui, au fil des ans, avaient atteint le nombre de 51 – à l'œil

traité similaire par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Bill Clinton, le promoteur principal de la réalisation de cet accord prétendit avoir créé 200 000 nouveaux emplois par année et avoir augmenté le pouvoir d'achat des Américains. L'Economic Policy Institute (www.epi.org/blog/naftas-impact-workers) a au contraire calculé que 700 000 emplois furent supprimés aux Etats-Unis. Une étude analogue effectuée au Canada constata que l'Accord Nafta avait éliminé 350 000 emplois dans ce pays. En théorie, c'est le Mexique, où de nombreuses exploitations agricoles nord-américaines s'installèrent, qui aurait dû en profiter. Cependant, dans l'agriculture, il y eut exactement le développement, auquel il faut s'attendre pour l'Europe: En huit ans, 1 100 000 travailleurs agricoles («campesinos») durent abandonner leur lieu de travail. En revanche, on força les travailleurs américains et canadiens à accepter des salaires plus bas, provoquant une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs américains de 12,2%. Parallèlement, le nombre de Mexi-

et les surveillaient. Il est clair que les banques évitaient ainsi les spéculations, et mettaient au premier plan les besoins de leurs clients, ou plutôt ceux des citoyens. Au cas où une banque aurait eu une politique commerciale douteuse, les citoyens auraient pu refuser la monnaie-papier qu'elle émettait (ce qui, pour cette banque, aurait signifié la fin).

Ce système était à tel point important pour les citoyens que la Constitution fédérale de 1874 refusa catégoriquement à la Confédération l'autorisation de former un monopole pour l'émission de billets de banque ainsi que de confirmer leur utilisation comme moyens de paiement légaux. Ce même système fonctionnait parfaitement sans banque nationale. Deux votations, en 1876 et en 1880, en apportèrent la confirmation. Jusqu'à la fondation de la Banque nationale suisse en 1906, il n'arriva pas une seule fois que les billets de banque émis par une banque privée ne soient pas acceptés à titre de moyen de paiement.

Il ne faut cependant pas imaginer que dans ce système monétaire toutes les factures importantes étaient réglées au moyen de pièces d'or ou de billets de banque. Il n'existait pas de si grandes quantités d'or en circulation et cela n'aurait pas été très pratique non plus. Les factures concernant le commerce extérieur, en particulier, étaient soldées essentiellement par le recours au change (de titres, ou de crédits commerciaux titrisés). Ce procédé permettait de compenser les dettes d'importation des marchandises par le solde des exportations auprès des banques. On n'avait ainsi besoin ni d'or, ni de billets de banque. Ce type de paiement extrêmement répandu était le précurseur de l'actuel système de paiement par virement. L'étalon-or classique ou plutôt le «franc-or suisse» déterminait le cadre à l'intérieur duquel d'autres sortes de paiement et de création monétaire (monnaie scripturale) des banques privées étaient également possibles.

Deux votations populaires entraînent la fondation de la Banque nationale

L'unification des divers billets de banque privés ne s'est imposée qu'en 1891 – alors que l'économie se développait et que les tran-

sactions financières devenaient plus sophistiquées. La population approuva alors un article constitutionnel qui, un peu plus tôt, avait attribué à la Confédération le monopole d'émission des billets de banque unifiés pour toute la Suisse (ce qui auparavant avait plusieurs fois été refusé). Cependant, une question demeurait ouverte dans cette votation: qui devait émettre ces billets de banque? Une banque centrale nationale ou une banque privée, donc une «banque centrale par actions» correspondant mieux au fédéralisme?

Le Conseil fédéral et le Parlement se déclarèrent clairement en faveur du projet de «Banque fédérale suisse». Celle-ci était conçue comme une véritable banque fédérale – une forme juridique comparable à celle des Chemins de fer fédéraux (CFF). Lors de la votation référendaire de 1897, la population s'opposa cependant à la proposition du Conseil fédéral et du Parlement, si bien que la voie fut libre pour la fondation de la Banque nationale suisse (BNS) en tant que société anonyme contrôlée par l'Etat. Il s'agissait d'une personne juridique indépendante de l'Etat dont le degré d'indépendance devait être déterminé par la législation. La fondation eut lieu en 1906. Aujourd'hui encore, la majorité des actions appartient aux cantons, et des citoyens y sont associés – mais pas la Confédération.

Différence

Quelle différence y a-t-il entre une banque d'Etat, qu'avaient souhaité le Conseil fédéral et le Parlement, et une société anonyme contrôlée par l'Etat, forme juridique choisie par le peuple pour la future banque nationale? En disant non à une véritable banque d'Etat, le peuple suisse désirait faire barrière à une influence directe trop importante de la part des organes fédéraux sur le système monétaire. Une société anonyme contrôlée par l'Etat est une solution plus proche du peuple. Elle correspond au principe fédéraliste, car les cantons y ont la majorité et les citoyens intéressés y sont associés directement. Ces derniers peuvent devenir actionnaires pour des sommes peu élevées. La Banque nationale leur adresse des courriers et ils peuvent participer aux discussions de l'Assemblée générale. La Banque nationale suisse est la seule banque d'émission au monde où cela est possible.

La relative indépendance de l'Etat se manifeste sur un autre point. Si la Banque nationale avait été conçue comme une véritable banque d'Etat, la Confédération aurait dû répondre des pertes pouvant se produire, par exemple, lors de l'achat de devises ou de titres commerciaux. La Banque nationale suisse administre, comme toute société anonyme, un service de comptabilité selon les principes fixés par le droit des obligations. Elle constitue donc en priorité, à partir des profits, des réserves destinées à couvrir indépendamment de futures pertes. Ce règlement la contraint à la prudence, car ainsi – comme

Suite page 7

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2016 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

¹ «Il pollo di Trilussa» est une expression utilisée en Italie pour se moquer des données statistiques. Donc, si quelqu'un mange un poulet et qu'un autre n'en mange pas, en moyenne, chacun a mangé un demi-poulet. Trilussa est le nom de plume d'un poète italien (anagramme de son nom Salustri) célèbre pour ses œuvres de haute tenue littéraire écrites en dialecte romain, ndlt.

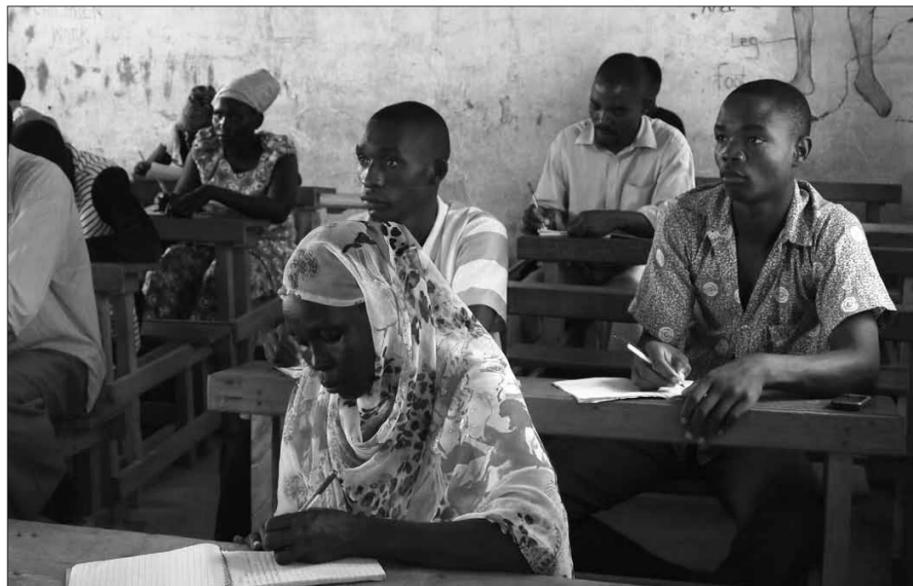
Formation pour tous à Kakuma

Les immenses camps de réfugiés de Dadaab et Kakuma sont installés dans des zones frontalières arides du Kenya. Plusieurs centaines de milliers de personnes y vivent, certaines depuis 25 ans. Grâce à un projet de la DDC, des résidents de Kakuma peuvent suivre une formation professionnelle et acquérir des compétences sociales et économiques – autant de clés pour un avenir meilleur.

jlh. «La durée de séjour moyenne dans les camps de réfugiés, au niveau mondial, est actuellement de 17 ans», rappelle Martina Durrer, chargée de programme pour la Corne de l'Afrique à la DDC. Ce qui débute comme une soudaine catastrophe humanitaire, lorsque les gens sont chassés de chez eux, risque de devenir un état permanent dans les camps. Il est donc nécessaire de combiner les approches de l'aide humanitaire et de la coopération au développement: les réfugiés ont besoin de perspectives, de travail et d'un revenu, afin de ne pas être totalement dépendants de l'aide extérieure. C'est ainsi que la DDC conçoit un projet mené dans le camp de Kakuma, au nord-ouest du Kenya, qui abrite quelque 185 000 réfugiés. Le but est de transmettre aux résidents diverses compétences pratiques, afin de leur donner une meilleure maîtrise de leur vie et une certaine indépendance, que ce soit dans le camp ou dans leur pays – le jour où ils pourront rentrer chez eux.

Ni indemnités ni repas gratuits

Comme le fait également remarquer Martina Durrer, «il arrive souvent que des camps de réfugiés situés dans des zones périphériques deviennent de véritables pôles économiques». C'est le cas de Kakuma. Pour la population locale, dont les conditions de vie sont parfois encore plus dures que celles des réfugiés, cela comporte plusieurs avantages. Grâce aux réfugiés, de nouveaux marchés apparaissent, les échanges commerciaux s'intensifient et on construit certaines infrastructures. D'un autre côté, le camp représente une concurrence pour des ressources rares, comme l'eau ou le bois de feu. Si les réfugiés ne sont pas autorisés à s'intégrer sur le marché du travail local, la population indigène, elle, n'a pas droit aux prestations d'aide qui sont destinées aux réfugiés.



«Douze cours spécialisés sont proposés – de l'agriculture à la réparation d'ordinateurs et de téléphones portables, en passant par la maçonnerie, la gestion des déchets, la blanchisserie ou le tissage. Chaque groupe travaille sur l'un de ces thèmes. En complément, les participants suivent une formation de base en lecture et en calcul.» (photo mad)

Pour désamorcer les tensions, le projet «Skills for Life» est ouvert aussi bien aux résidents du camp qu'à la population locale. La participation est entièrement volontaire. Il n'y a ni indemnités ni repas gratuits. Seule compte la volonté des participants d'améliorer leur situation personnelle.

La DDC collabore avec des partenaires locaux et internationaux. Elle a confié la gestion opérationnelle du projet à *Swisscontact*, qui réalise depuis longtemps des programmes de formation professionnelle dans les pays en développement. Selon *Katrin Schnellmann*, porte-parole de cette fondation suisse, «le défi consiste à adapter l'approche duale de l'apprentissage aux réalités locales de chaque pays». Un autre partenaire-clé est le *Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*, responsable à l'échelle mondiale de la gestion des camps et de la prise en charge des réfugiés. Il coordonne le travail des autres organisations actives sur place.

Gagner sa vie dès que possible

Après une analyse du marché, menée avec les autorités locales et le secteur privé, la phase pilote a démarré en automne 2013. Elle dure jusqu'à l'été 2016. Il s'agit de dispenser une for-

mation sur le tas, informelle et peu coûteuse. Le projet met sur pied des groupes d'apprentissage qui comprennent des personnes présentant un profil similaire (intérêts, âge, formation). Il s'adresse aussi bien aux jeunes qu'aux adultes, aux femmes qu'aux hommes. Douze cours spécialisés sont proposés – de l'agriculture à la réparation d'ordinateurs et de téléphones portables, en passant par la maçonnerie, la gestion des déchets, la blanchisserie ou le tissage. Chaque groupe travaille sur l'un de ces thèmes. En complément, les participants suivent une formation de base en lecture et en calcul. Ils acquièrent également des compétences économiques et sociales dans des domaines comme l'entrepreneuriat, la gestion des finances, la santé et la prévention. Le projet vise à leur offrir une formation complète, pour qu'ils puissent gagner aussi vite que possible un premier revenu et, idéalement, fonder une petite entreprise avec d'autres membres du groupe. A l'issue de la formation, qui dure quatre à cinq mois, les participants ont acquis de nombreuses connaissances et sont titulaires d'un certificat. Ensuite, ils bénéficient d'un encadrement pendant quelques mois, jusqu'à ce qu'ils puissent voler de leurs propres ailes.

En 2015, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a recensé plus de 65 millions de personnes déracinées dans le monde (réfugiés, déplacés internes et requérants d'asile), un chiffre jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. La Turquie, le Pakistan, le Liban, l'Iran, la Jordanie, l'Éthiopie et le Kenya en accueillent la majeure partie.

Au Kenya, on compte environ 600 000 réfugiés, dont 356 000 dans le camp de Dadaab et 185 000 dans celui de Kakuma. Au niveau mondial, deux tiers des réfugiés et des personnes déplacées vivent non pas dans des camps, mais en milieu urbain. De ce fait, les pays hôtes et les autorités locales ont de grandes difficultés à leur fournir une assistance minimale en termes d'éducation, de santé et d'emploi.

Une phase pilote concluante

Une évaluation indépendante, menée en 2015, a constaté que la phase pilote s'était bien déroulée. Le comité de pilotage du projet – dans lequel sont représentés le gouvernement local, l'ONU, les organisations partenaires et les bénéficiaires – est parvenu à la même conclusion. La constitution de groupes d'apprentissage, par exemple, a obtenu d'excellentes notes. La proportion de femmes atteint 55%. Durant la prochaine phase, d'une durée de deux à trois ans, le projet devra tirer les enseignements des premières expériences réalisées et consolider l'approche méthodologique.

«Il est très réjouissant de constater que plusieurs groupes d'apprentissage se sont déjà unis pour former de petites entreprises», se félicite Martina Durrer. Certains d'entre eux ont décroché des contrats et des commandes fermes, par exemple pour la gestion des déchets dans le camp et l'entretien de l'équipement informatique du gouvernement local.

«Sur la base du projet pilote de Kakuma, nous voulons élaborer un modèle de formation professionnelle qui pourra ensuite être reproduit de manière modulable dans d'autres camps de réfugiés», explique Mme Durrer. «Nous espérons y parvenir d'ici la fin de la prochaine phase. Les choses sont en bonne voie.»

Source: *Un seul monde*, magazine de la DDC, n° 3/septembre 2016

«Le franc suisse et la démocratie directe» suite de la page 6

déjà mentionné plus haut – globalement ni la responsabilité de l'Etat, ni celle de la Confédération ne sont engagées. C'est pourquoi la distribution de bénéfices aux actionnaires privés, aux cantons et à la Confédération est secondaire. – La Banque nationale ne peut donc faire faillite comme une société anonyme ordinaire, car il faudrait recourir à une décision politique pour sa dissolution.

Quelques années après sa fondation, la BNS commença à émettre des billets de banque suisses uniformes possédant la même valeur nominale que les billets de banque privés alors en circulation. Le billet de vingt francs restait un billet de vingt, le billet de cent, un billet de cent, etc. De cette façon, le passage à la monnaie fédérale fut extrêmement simple. Les nouveaux billets de banque émis par la Banque nationale étaient donc seulement un ersatz des pièces d'or correspondantes – comme auparavant les billets de banque privés. Selon la Constitution fédérale, ils n'étaient pas un moyen de paiement légal – «sauf en cas d'urgence en temps de guerre». En d'autres termes, le peuple ne perdait pas le contrôle du système monétaire. Si la nouvelle Banque nationale en émettait un trop grand nombre, les citoyens auraient aussi bien pu refuser ses billets. Il y avait en ce temps-là déjà suffisamment d'exemples de banques d'émission faisant chauffer la «planche à billets» afin de financer des guerres ou une politique douteuse. Les billets de banque privés encore en circulation en provenance de banques cantonales et de banques commerciales furent ainsi progressivement convertis.

Moins flexible, mais plus stable

De nos jours, certains historiens et économistes critiquent l'étalon-or classique au

motif qu'il avait ses faiblesses, et surtout qu'à l'époque l'offre de monnaie aurait manqué de flexibilité. Ceci est certainement vrai. Mais le système avait fait la preuve de sa stabilité sur des décennies – beaucoup plus en tout cas que la très grande flexibilité monétaire d'aujourd'hui. C'était une époque de grande initiative privée, d'esprit pionnier et de nombreuses fondations d'entreprise. C'est alors que furent posées les bases de la prospérité d'aujourd'hui.

Les trois niveaux de l'Etat, communal, cantonal et fédéral, géraient leur budget exempt de dettes et le faisaient selon le principe du «bon père de famille», comme on le disait alors. Dans le cas où des dettes étaient contractées, elles se trouvaient rapidement totalement remboursées. Comme le spécifiait, par exemple, dans la Constitution du canton de Berne de 1869 la disposition suivante: l'administration financière projetait pour quatre ans un «devis estimatif sommaire des besoins annuels du budget de l'Etat» et un «plan d'amortissement complet des endettements publics».¹

Fin de l'étalon-or classique

Pendant la Première Guerre mondiale, on ne pouvait plus échanger les billets de banque contre des pièces d'or. La planche à billets commença à jouer un rôle de plus en plus important dans le financement de la guerre. Après la guerre, certains pays essayèrent de poursuivre l'utilisation de l'étalon-or sous une forme atténuée. La fin du système se produisit dans les années trente. En 1931, la Grande-Bretagne dévala la livre sterling et mit fin à la compensation des billets de banque par l'or. En 1933, les Etats-Unis dévaluèrent le dollar de 41% et interdirent même aux citoyens de posséder des pièces d'or. C'était une insulte envers les citoyens qui perdaient ainsi complètement le contrôle du système monétaire.

L'arrêt définitif de l'étalon-or classique débuta par ce coup de cymbales politiques.

La voie était libre pour l'utilisation systématique de la planche à billets et pour le *Deficit spending*, c'est-à-dire, la contraction de dettes ciblées pour combattre la crise. – Il en reste une citation de l'économiste peut-être le plus influent de la nouvelle ère, *John Maynard Keynes*: «We have at last free hand to do what is sensible [...] I believe that the great events of the last week will open a new chapter in the world's monetary history.» [*Nous avons enfin les mains libres pour agir de façon sensée. Je crois que les grands événements de la semaine passée ouvriront un nouveau chapitre de l'histoire monétaire mondiale.*] La suite devait donner raison à Keynes. En 1937, il écrivit son œuvre maîtresse *The general Theory of Employment, Interest and Money* [La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie] – un livre qui, plus que tout autre, devait déterminer la politique future. Une ère nouvelle débuta, dont faisaient partie l'inflation continue et les dettes systématiquement contractées – de plus en plus et de façon globale – jusqu'à nos jours.

En 1936, la Suisse – le dernier pays dans lequel existait encore, au moins partiellement, l'étalon-or classique – dévalua le franc suisse de près de 30%. Le Conseil fédéral retarda relativement longtemps cette mesure, ce qui lui valut des critiques de la part des économistes orientés vers la doctrine keynésienne. Il y avait à cela des raisons systémiques et tout à fait pratiques. L'étalon-or avait fait ses preuves sur de nombreuses décennies, et le peuple avait approuvé ce système dans plusieurs votations populaires. Il y avait en circulation 56 millions de *Vreneli en or*, avec une valeur nominale de 20 francs suisses, en plus des pièces d'or avec une valeur nominale de 10 et 100 francs suisses. Ces monnaies étaient en or et ne pouvaient être dévaluées (ou plutôt on aurait dû les retirer de la circulation, les frapper à nouveau et en réduire la teneur

en or de 30%). – Les pièces d'or virent donc leur valeur augmenter quasiment d'un jour à l'autre par rapport aux billets de banque qui leur correspondaient et disparurent immédiatement des paiements. Les pièces d'or ayant disparu en tant que moyen de paiement, les billets de banque devinrent alors pour la première fois en Suisse, les *moyens de paiement légaux* de fait. Il était à présent clair aux yeux de la population qu'une ère nouvelle débutait pour l'argent. – Les pièces d'or devinrent des objets de collection et des réserves de valeur. En Suisse, ce fut la fin de l'étalon-or classique, ainsi que de la compensation des billets de banque par l'or.

Après la Seconde Guerre mondiale s'annonça un nouveau système monétaire – le système monétaire de *Bretton Woods* dans lequel l'or jouait aussi, certes, un rôle important – mais d'une toute autre manière. En Suisse, cela conduisit à de nouvelles votations ouvrant la voie pour des solutions innovantes.

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ Kōlz, Alfred. *Quellenbuch zur Neueren Schweizerischen Verfassungsgeschichte*. 1996, S. 74.

Sources:

- Schweizerische Nationalbank. 1907–1932. Bern 1932
- Schweizerische Nationalbank. 75 Jahre Schweizerische Nationalbank – die Zeit von 1957 bis 1982. Bern 1981
- Schweizerische Nationalbank. *Die Schweizerische Nationalbank 1907–2007*, Zürich 2007
- Lips, Ferdinand. *Gold Wars*. New York 2002
- Baltensberger, Ernst. *Der Schweizer Franken*. Zürich 2012
- Binswanger, Mathias. *Geld aus dem Nichts*. Weinheim 2015
- Rhinow, René; Schmid, Gerhard; Biagini, Giovanni; Uhlmann, Felix. *Öffentliches Wirtschaftsrecht*. Basel 2011
- Linder, Wolf; Bolliger, Christian; Rielle, Yvan. *Handbuch der eidgenössischen Volksabstimmungen von 1848–2007*. Bern 2010

Champignons de culture suisse – à cueillir frais toute l'année

par Heini Hoffmann

Les champignons ont une place fixe dans une nourriture saine. Les champignons des bois n'étant cependant que saisonniers et n'existant pas en quantité suffisante, la demande croissante est couverte par les champignons de culture produits par une branche innovatrice qui, outre les champignons de Paris connus depuis longtemps, met de plus en plus de nouvelles «spécialités exotiques» sur le marché. Ainsi, les champignons sauvages ne sont pas surexploités.

La Suisse consomme quotidiennement plus de deux wagons de chemins de fer remplis de champignons frais. 90% proviennent de la culture locale. Environ une douzaine de petites et moyennes entreprises, regroupées dans l'Union suisse des producteurs de champignons s'en occupent. Toutefois, on ne connaît jusqu'à présent que les méthodes de culture de certaines sortes de champignons. Pour les variantes culinaires intéressantes comme les chanterelles, les cèpes, les morilles et les truffes, elles restent encore un rêve.

Le champignon de Paris, leader du marché

Le champignon suisse le plus célèbre et en même temps le plus vendu est le champignon de Paris classique, soit le blanc (croquant, avec un arôme fin) ou le brun (avec un goût plus intense), tantôt petit pour l'apéritif, tantôt grand pour les grillades. Les champignons enrichissent les menus toute l'année et de manière variée – sous la forme de repas principal, d'accompagnement ou en sauces. Jusqu'au milieu des années 90, la production augmentait constamment; depuis, la quantité plafonne autour des 7000 tonnes.

Déjà à la cour de Louis XIV, le champignon fut considéré comme une délicatesse. En 1670, un jardinier découvrit à Paris que l'on pouvait cultiver les champignons des champs et des prés. On découvrit qu'il était sensible à la lumière et qu'il poussait le mieux dans les caves sombres et sous des voûtes. Provenant d'entreprises agricoles cultivant des champignons comme gagne-pain supplémentaire, se développèrent lentement des installations de production de champignons comestibles hautement spécialisées avec des espaces de culture modernes.

Contrairement aux légumes, qui profitent d'une protection efficace à la frontière, la production locale de champignons fait face

aux frontières largement ouvertes. Ce qui compte pour pouvoir s'imposer face à la concurrence étrangère sont la qualité optimale et la performance. Car la fraîcheur, l'apparence et la confiance en le produit sont les critères de décision d'achat dans le choix des champignons se trouvant sur les rayons de vente. C'est pourquoi, la production intégrée fut introduite en 1997, en 2004 suivit la certification selon Eurepgap et en 2005 s'y ajouta Suisse garantie considérée aujourd'hui comme la norme principale.

Production et traitement

Le matériel de départ pour la production des champignons de Paris est un sol nourricier spécial composé de matières organiques fraîches, appelé substrat. Celui-ci est humidifié pendant quelques jours, fermenté et pasteurisé. Ensuite, on y incorpore la semence de champignons, le mycélium qui se répand dans le substrat. Celui-ci est alors rempli dans des carrés énormes dans des chambres climatisées où l'on crée les conditions microclimatiques nécessaires. Une réduction de la température arrête la croissance du mycélium et provoque la formation des sporophores.

Il s'écoule environ 3 semaines entre la préparation des chambres de culture et le début de la cueillette des champignons et il faudra ensuite tout autant de temps pour la récolte à la main. Après l'achat, les champignons se conservent quelques jours encore au réfrigérateur, toutefois jamais dans un sac en plastique, pour qu'ils puissent respirer. Des pressions et des frottements produisent sur les champignons de Paris blancs des tâches brunes, qu'il n'est pas nécessaire d'enlever car elles n'entraînent ni l'arôme ni la durée de conservation. Le nettoyage se fait – si nécessaire – en les passant brièvement sous le robinet (pas de trempage!) Si on les a tenus au frais, les champignons de Paris peuvent être réchauffés sans problème.

«Spécialités exotiques» en croissance

En raison du fait que tout succès nécessite de l'innovation et que les nouveaux produits animent la consommation, les producteurs de champignons se sont lancés dans de nouveaux domaines et ont mis d'autres espèces, des «spécialités exotiques» à leur programme. Dès le milieu des années 80 ce fut le *shiitake*, appelé aussi «Lentin comestible», «Lentin du chêne» ou «champignon parfumé» à cause de son parfum épicé. Aujourd'hui, il est – après le champignon de Paris – le plus consommé en Suisse.

Dès les années 90, le *pleurote en forme d'huître* s'y ajouta. A l'origine, c'est un champignon des bois avec un chapeau charnu en forme de tuile. Au niveau du goût, il se situe entre le cèpe et la chanterelle et est approprié comme substitut à la viande. Il est apparenté au *pleurote du panicaut* croquant, d'origine méditerranéenne, avec un goût légèrement doux et de consistance charnue souvent utilisé comme substitut au cèpe.



Travail avec le polypore en touffe brun. (photo VSP)

Le *polypore en touffe*, faisant partie de la famille des polypores et appartenant dans la nature aux espèces menacées, est en tant que champignon de culture un nouveau-né. Il impressionne par son apparence en forme de chou-fleur, sa consistance croquante (même après préparation) et son goût léger de noix et de poivre. Il demeure encore une exclusivité, jouissant cependant d'une popularité croissante.

et cultures de tissus sont mises sur un support nourricier de malt et de gélose en éprouvettes ou dans des boîtes de Pétri. Au cas où toutes les conditions nécessaires pour la germination sont remplies, il en résulte un mycélium. A partir de là, les conditions environnementales seront modifiées de manière ciblée, pour accélérer la croissance et déclencher la formation du sporophore.

Des phases d'essais de plusieurs années

Cette coordination de tous les paramètres – température optimale, humidité adéquate, meilleure source nutritive, aération idéale – nécessite de nombreuses séries d'essais, pouvant durer des mois et des années. Il est aussi important de travailler avec différentes reproductions de culture, car leurs propriétés génétiques montrent une capacité de résistance et un enthousiasme reproductif différents.

Aussitôt qu'on arrive à reproduire en laboratoire les cycles de vie entiers d'une certaine espèce de champignon et aussitôt que le mycélium forme des sporophores, on peut passer à la phase pilote. Celle-ci nécessite un substrat de première classe et bon marché, provenant au mieux d'un déchet de l'économie forestière et agricole. Maintenant, il s'agit d'examiner à l'aide de tests de vente son acceptation. Seulement si celle-ci est positive, on peut commencer avec la production industrielle, accompagné d'un marketing habile pour le nouveau produit. En d'autres termes: l'histoire du succès des champignons de culture n'est pas encore terminée.

Sources: www.champignons-suisse.ch et www.pilzrezepte.ch



Culture des shiitake. (photo VSP)

Acceptation diverse

Les producteurs de champignons testent toujours de nouvelles sortes. Là, ce sont notamment deux facteurs qui importent: la capacité d'être cultivé et le potentiel commercial. Les expériences sont très diverses. Pas tous les nouveaux-nés ont du succès dès le début; par exemple, la *crinière de lion* ou «hydne hérison» d'origine chinoise – avec un arôme de noix de coco, de citron vert et de lime – n'a pas trouvé le succès espéré. Certes, il rappelle la viande de poulet et de veau et peut être préparé comme une escalope de veau panée. Toutefois, son potentiel commercial reste très limité.

Avec le *shimeji* ou «champignon du hêtre», c'est tout le contraire. Ce champignon épicé au goût de noisette est tendre et délicat. Il conserve sa belle couleur claire même cuit et reste ferme. En Chine et au Japon, on le cultive depuis longtemps. C'est le champignon le plus dégusté en Chine. En Suisse, la production du shimeji en est à ses débuts. C'est pourquoi on ne le trouve pas en grande quantité sur le marché. Mais ces chances sont bonnes.

Du champignon des bois au champignon de culture

Contrairement aux champignons de Paris, les «spécialités exotiques» ne sont pas cultivées sur des grandes carreaux, mais en unités de culture en forme de blocs de substrat, ce qui exige toutefois beaucoup de travail et d'engagement. Mettre une nouvelle espèce sur le marché exige d'abord l'étude de la littérature spécialisée et la liste des champignons comestibles autorisés. Après, on doit chercher dans la nature un candidat approprié et évaluer si l'espèce jusqu'à présent non cultivée est attractive au niveau de son goût. C'est seulement à ce moment-là qu'on peut essayer de le cultiver.

Cette activité se fait soit par l'ensemencement du substrat avec des cultures de tissus ou par la germination de spores. Ces spores

Produit naturel et sain

Les champignons frais sont composés à 90% d'eau, contiennent 2 à 3% de protéines, moins de 1% de matière grasse, sont pauvres en calorie (de 15 à 40 kcal pour 100 g) et ils contiennent des fibres alimentaires, beaucoup de vitamines du groupe B et des vitamines D.



Espace pour cultiver les champignons de Paris. (photo VSP)

Conseils pratiques pour la préparation des champignons

Les champignons sont des denrées alimentaires multifactorielles; ils peuvent être cuits, étuvés, poêlés, grillés, frits, séchés, congelés ou conservés dans de l'huile et du vinaigre. (Certains champignons – Paris, pleurote et pleurote du panicaut – se mangent mêmes crus.)

On peut également les réchauffés; les restes doivent cependant être mis au frais et conservés que peu de temps avant d'être réchauffés à au moins 70° C.

Tous les champignons de culture se conservent sans problème. Pour les congeler, il faut soit les couper en tranches fines et les mettre cru dans le congélateur (par exemple sur une plaque) soit les étuvés entiers ou découpés sans épices pendant 5 à 10 minutes dans de l'huile pressée à froid.

Les champignons peuvent être conservés dans de l'huile et du vinaigre, avec des herbes fraîches ou des épices selon les goûts. Une autre possibilité de conservation est le séchage.